



2020

Rapport Annuel d'Activités et de Résultats



**Fonds fiduciaire de l'Union
européenne pour la
République Centrafricaine
"Fonds UE Bêkou"**

TABLE DES MATIERES

ABRÉVIATIONS	3
1. ÉVÈNEMENTS POLITIQUES ET OPÉRATIONNELS MARQUANTS	7
1.1 APERÇU GLOBAL	7
1.2 LA CRISE COVID-19	8
1.3 LE FONDS BÉKOU EN 2020.....	8
1.4 EXTENSION DU FONDS BÉKOU	10
2. PROGRAMMATION, MISE EN OEUVRE ET RÉSULTATS (Y INCLUS ÉVALUATIONS)	11
2.1 PROGRAMMATION	11
2.2 MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES ET RESULTATS CLES	13
2.3 SUIVI ET EVALUATION	48
2.3.1 CADRE DE RESULTATS	48
2.3.2 REVUES DE SUIVI AXE SUR LES RESULTATS.....	52
2.3.3 ÉVALUATIONS	52
2.4 CAPITALISATION DES ACQUIS	52
2.5 COMMUNICATION ET VISIBILITE	52
3. RAPPORT FINANCIER	54
3.1 MONTANTS PROMIS ET REÇUS	54
3.2 MONTANTS PAYES	57
3.3 BÉNÉFICIAIRES ET MONTANTS CONTRACTUALISÉS	58
4. MANAGEMENT ET CONTRÔLE INTERNE	64
4.1 RESULTATS DES CONTRÔLES	64
4.1.1 EFFICACITÉ DES CONTRÔLES CONCERNANT LA LÉGALITÉ ET LA RÉGULARITÉ	64
4.1.2 PRÉVENTION ET DÉTECTION DES FRAUDES	65
4.2 OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE SERVICE D'AUDIT INTERNE/LA COUR DES COMPTES	65
4.3 ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE INTERNE.....	66
5. ANNEXE	68

ABRÉVIATIONS

ACDA	Agence Centrafricaine pour le Développement Agricole
ACORD	Association de Coopération et de Recherche pour le Développement
AEDES	Agence Européenne pour le Développement Santé
AEL	Acteurs économiques locaux
AFD	Agence française de Développement
AGETIP CAF	Agence d'Exécution de Travaux d'Intérêt Public en Centrafrique
AGR	Activités génératrices de revenus
AICS	Agenzia Italiana per la Cooperazione allo Sviluppo
AL	Autorités locales
ALIMA	Alliance for International Medical Action
AMEX	American Express
ANDE	Agence Nationale de Développement de l'Elevage
ANE	Acteurs non-étatiques
ANEA	Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
APEMF	Association Professionnelle des Établissements de Microfinance de Centrafrique
APN	African Parks Network
AT	Assistance technique
ATPC	Assainissement Piloté par la Communauté
AVEC	Associations Villageoises d'Épargne et Crédit
BAD	Banque africaine de développement
BDEAC	Banque de Développement des États de l'Afrique centrale
CASEF	Centres d'Autonomisation Socio-économique des Femmes
CEC	Centres d'Écoute et de Conseils
CGPE	Comités de Gestion des Points d'Eau
CLPR	Comités locaux de Paix et Réconciliation

CMCA	Caisses Mutuelles de Centrafrique
CNM	Comité National de Microfinance
COOPI	Cooperazione Internazionale
CPC	Crédit Populaire de Centrafrique
GPGC-MIGR	Global public goods and challenges – migration
CRF	Croix-Rouge française
CRS	Catholic Relief Services
CUAMM	Opera San Francesco Saverio Foundation
DAFMAN	Direction des Affaires Financières, Monétaires, des Assurance et de la Microfinance
DCI	Development Cooperation Instrument
DEVCO	Coopération internationale et développement (Commission européenne)
DRC	Danish Refugee Council
DUE	Délégation de l'Union européenne
ECDPM	European Centre for Development Policy Management
ECHO	Aide humanitaire & Protection civile (Commission européenne)
EF	Expertise France
EMF	Établissements de Microfinance
EUTM	European Union Training Mission
FACA	Forces armées centrafricaines
FAO	Food and Agriculture Organization
FED	Fonds européen pour le Développement
FF	Fonds fiduciaire
FH	Fondation Hironnelle
FNEC	Fédération Nationale des Éleveurs Centrafricains
GIZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit
HERA	Health Research for Action
ICE	International Consulting Expertise
ICRA	Institut Centrafricain de Recherche agronomique
IMC	International Medical Corps
IRC	International Rescue Committee

KBF	Kiosques bornes fontaines
LERSA	Laboratoire d'Économie rurale et de Sécurité alimentaire
LRRD	Linking Relief, Rehabilitation and Development
MADR	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rurale
MCE	Mercy Corps Europe
MdS	Maison des Services
MESA	Ministère de l'Élevage et de la Santé Animale
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique
MI	Mètre linéaire
MSP	Ministère de la Santé et la Population
OCB	Organisations communautaires de base
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OMS	Organisation mondiale de Santé
ONASEM	Office Nationale des Semences (ONASEM)
ONG	Organisation non-gouvernementale
OP	Organisations paysannes
OR	Ordres de Recouvrement
OSC	Organisations de la Société civile
PAM	Programme d'Alimentation mondial
PAV	Plan d'audits et de vérifications
PAPEUR	Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu urbain et rural
PBF	Financement Basé sur la Performance
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur
PDI	Personnes déplacées en interne
PEPEV	Projet Eau pour la Paix, Eau pour la Vie
PRESU	Projet de reconstruction économique et sociale en milieu urbain
PTF	Partenaires techniques et financiers
PUI	Première Urgence Internationale
RCA	République centrafricaine

RCPCA	Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix
RELSUDE	Programme de relèvement socioéconomique dans la zone sud-est de la RCA
REPASOCC	Renforcement et participation de la société civile centrafricaine
RMCC	Réseau des Médias Communautaires de Centrafrique
RNL	Radio Ndeke Luka
ROM	Results-oriented Monitoring
SMART	Spécifique; Mesurable ; Acceptable ; Réaliste; Temporellement défini
SNIS	Système national d'information sanitaire
SPONG	Secrétariat Permanent pour les ONG
S4T	Saving for Transformation
TDR	Termes de Reference
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre
UE	Union européenne
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
URD	Urgence Réhabilitation Développement
VBG	Violences Basées sur le Genre
WCS	Wildlife Conservation Society
WHH	Welthungerhilfe

1. ÉVÈNEMENTS POLITIQUES ET OPÉRATIONNELS MARQUANTS

1.1 Aperçu global

Malgré la signature de l'accord de paix en 2019 et le soutien de la communauté internationale aux autorités centrafricaines, la situation sécuritaire reste volatile en RCA. Tout au long de l'année, différentes régions du pays ont été confrontées à des flambées de violence localisées et récurrentes. La situation dans la capitale reste fragile, notamment dans certains quartiers sensibles de la ville. De plus, le pays n'a pas été épargné par la pandémie de COVID-19. Ceci a eu pour conséquence de fragiliser les populations les plus démunies.

En 2020, le nombre de personnes dans le besoin a augmenté, passant de 2,6 millions à 2,8 millions¹. Parmi elles, 1,9 millions de personnes ont des besoins aigus liés à leur survie physique et morale. En fin novembre 2020, 631 309 centrafricains sont toujours réfugiés au Cameroun, au Tchad, en République Démocratique du Congo, au Soudan et au Congo. De plus, on compte 641,292 personnes déplacées à l'intérieur du pays².

La situation générale du pays est aggravée par des difficultés d'accès aux services de base, notamment en matière de soins de santé primaire, d'éducation et d'eau. La pandémie de COVID-19 a également affecté sévèrement ces secteurs. Cependant, la mise en œuvre du Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) 2017-2023 a continué cette année.

Au cours de l'année 2020, les interventions du Fonds Bêkou ont été marquées par les événements politiques et sécuritaires suivants:

- Les conflits localisés à Bangui et dans l'arrière-pays. Comme en 2019, plusieurs projets et partenaires de mise en œuvre du Fonds ont été affectés par des affrontements entre groupes armés. Il en a résulté la suspension temporaire et/ou le ralentissement voire la réorientation des activités. Certains projets ont également dû s'ajuster aux mouvements des populations provoqués par les violences.
- La période préélectorale qui précède les présidentielles et législatives de décembre 2020 - mars 2021. La diffusion de fausses nouvelles et certaines tensions résultantes de la campagne électorale ont parfois compliqué les opérations des partenaires sur le terrain. Il faut ajouter, à cela, qu'à compter de la mi-décembre 2020, des violences répétées ciblant les populations civiles, les humanitaires mais également les FACA ont perturbés la mise en œuvre des programmes.

¹ OCHA, RCA Rapport de situation, <https://reports.unocha.org/fr/country/car/>

² HCR, <http://data2.unhcr.org/en/situations/car>

- De plus, toutes les interventions ont été marquées par la COVID-19 et l'impact sur le terrain des mesures de lutte contre la pandémie. Les partenaires de mise en œuvre des projets ont dû adapter leurs interventions - par exemple, à travers l'application des mesures de distanciation sociale. La majorité d'entre eux a également développé de nouvelles activités (campagnes de sensibilisation sur les gestes barrières, installation de dispositifs de lavage de mains...) pour prévenir la propagation de l'épidémie.

1.2 La crise COVID-19

Dès le 15 mars 2020, le Ministère de la santé et de la population signalait un premier cas. Le gouvernement centrafricain a rapidement pris des mesures pour enrayer la propagation du virus telles que la limitation des rassemblements et restriction des mouvements entre la capitale Bangui et le reste du pays (mars 2020) ainsi que le port du masque obligatoire dans les lieux publics (juin 2020). À la fin du mois de juin, un assouplissement de ces mesures a été adopté permettant la réouverture des écoles, des lieux de culte, de l'aéroport.

Certaines des règles préconisées par les autorités centrafricaines ont été mises en place avec difficulté. En effet, malgré les sensibilisations et la lutte contre les fausses rumeurs, la prise de conscience de la population reste faible. De plus, le manque d'eau, les conditions de logement et de vie rendent compliquée toute distanciation sociale.

Fin décembre 2020, on dénombre officiellement près de 4936 personnes infectées depuis le début de la pandémie et 63 personnes décédées³. Au-delà de l'impact sanitaire, la COVID-19 a eu un impact économique et social important en retardant la mise en œuvre de nombreux programmes. Elle est venue amoindrir les résultats engrangés ces dernières années, notamment depuis l'accord de paix de février 2019.

1.3 Le Fonds Bêkou en 2020

C'est dans ce contexte complexe que le Fonds Bêkou a poursuivi ses interventions. Cet environnement volatile met en évidence les avantages comparatifs du Fonds à savoir sa flexibilité, son adaptabilité aux changements de situation, et sa réactivité en intervenant partout dans le pays dès que les conditions minimales le permettent.

L'approche intégrée de l'UE (premier bailleur en RCA) est plus que jamais d'actualité, avec l'action de la Mission de formation de l'UE ("EUTM"), l'aide humanitaire (ECHO), la stabilisation (FPI), l'appui au développement (FED), et l'approche "résilience" du Fonds Bêkou. Dans cette approche, le Fonds Bêkou s'est positionné de manière unique comme un outil clé qui comble le gap entre les besoins humanitaires et les besoins de développement, d'un point de vue LRRD («Linking Relief, Rehabilitation and Development»), en permettant le continuum de l'aide.

En 2020, le Fonds Bêkou a poursuivi sa stratégie opérationnelle pour la période 2019-2020. Il a adopté quatre nouvelles actions et trois révisions des actions en

³ OCHA, RCA Rapport de situation, <https://reports.unocha.org/fr/country/car/>

cours pour un montant total de EUR 48 200 000. Le Comité de Gestion du Bêkou a adopté la troisième phase de l'action d'appui à la lutte contre les violences basées sur le genre, ainsi que la deuxième action de d'appui à la réconciliation et la cohésion sociale. En plus de ces actions, le Comité a adopté un programme d'appui au développement rural, avec un accent particulier sur la formation professionnelle. Finalement, en décembre 2020, un programme d'appui au redéploiement de la protection civile centrafricaine ainsi qu'un avenant au programme de Santé III a été adopté.

Toutes les nouvelles actions susmentionnées ont été formulées sur le terrain, en coordination étroite avec toutes les parties prenantes y compris le Gouvernement.

Dès mars 2020, le Fonds Bêkou s'est engagé auprès des autorités et de la population. En réponse à la crise du COVID 19, le Fonds Bêkou a mobilisé sans délai EUR 4 200 000. Dès le mois d'avril, il a approuvé une augmentation de EUR 2 200 000 de son programme « Santé III » et de EUR 2 000 000 de son programme « Eau pour la paix Eau pour la vie ».



50 000 masques Bêkou ont été distribués à Bimbo dans le cadre de la réponse COVID-19 © Charlotte Mararv

Grâce à ce soutien, les partenaires du Fonds Bêkou ont mené les actions suivantes :

- (1) Sensibiliser aux gestes barrières – des « sensibilisateurs » ont été formés qui ont pu informer à leur tour la population ;
- (2) Protéger la population – mise à disposition de dispositifs de lavage de main dans les lieux critiques, installation de stations publiques de lavage de mains et de systèmes d'approvisionnement d'urgence en eau, distribution de masques artisanaux... ;

(3) Former et protéger le personnel de santé – acheminement d'équipements de protection grâce aux 4 ponts aériens organisés par la « Team Europe », paquet WASH pour des formations sanitaires, formation du personnel des centres de santé... ;

(4) Détecter et référencer les cas – appui à la surveillance épidémiologique à travers le soutien à la cellule de réponse COVID-19 du Ministère de la Santé, installation de systèmes de triage dans les FOSA, référencement des personnes infectées vers d'autres acteurs... ;

(5) Renforcer les capacités des organisations de la société civile – La Maison des Services a formé des organisations de la société civile à la sensibilisation sur la COVID-19 et a soutenu financièrement (dotations de EUR 2 400 à EUR 4 900) certaines de leurs micro-initiatives de réponse à la pandémie.

L'appui du Fonds Bêkou s'inscrit dans le cadre de la réponse globale de l'Union européenne et de ses États membres (Initiative « Team Europe »). À ce jour, près de EUR 45 000 000 ont été mobilisés par l'Union européenne pour lutter contre la propagation du virus dans le pays et limiter les conséquences de l'épidémie. La RCA a également été le premier pays qui a bénéficié d'un pont aérien humanitaire (le 8 mai), et de la livraison de fontaines à eau, d'approvisionnements en eau, de matériel médical et de la production locale de masques pour une valeur de EUR 6 500 000.

Résultats clés – Réponse COVID-19	
Indicateur	Résultat
Nombre de masques distribués (masques coton, masques chirurgicaux et masques FFP2)	187 832
Nombre de dispositifs lavage de main installés	4 309
Nombre de personnes sensibilisées	3 708 951
Nombre de personnels et responsables des formations sanitaires formés	1 216
Nombre de sensibilisateurs formés	4 638
Nombre de systèmes d'urgence en eau installés	14

1.4 Extension du Fonds Bêkou

Compte tenu de ces avantages, ainsi que des résultats obtenus, l'UE a décidé, en décembre 2020, la prolongation du Fonds Bêkou jusqu'à fin 2021. Il s'agit de la deuxième et dernière extension du Fonds. Cette prolongation a pour objectif de consolider les acquis des programmes financés par le Fonds Bêkou et aussi de permettre à la Team Europe d'apporter une réponse efficace à la pandémie de COVID-19. Cette décision fait suite à la demande officielle du Conseil d'administration du Fonds le 29 septembre et à l'avis positif du Conseil et du Parlement européen.

2. PROGRAMMATION, MISE EN OEUVRE ET RÉSULTATS (Y INCLUS ÉVALUATIONS)

2.1 Programmation

En 2020, le Comité de gestion a adopté 4 nouveaux programmes, en augmentant à 23 le nombre total de ses actions depuis sa création le 14 juillet 2014.

La liste de toutes les fiches d'action adoptées depuis le lancement du Fonds Bêkou, y inclus le montant et la date d'adoption, est présentée ci-dessous.

Fiches d'action adoptées (2014-2020)			
Action	Montant	Date d'adoption⁴	Durée indicative⁵
Facilité d'assistance technique et de communication (FATC I)	€500 000	29/09/2014	24
Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain (PRESU I)	€5 280 000	29/09/2014	72
Amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA (Genre I)	€1 500 000	29/09/2014	18
Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA (Santé I) ⁶	€15 000 000	29/09/2014	18
Programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en RCA ⁷	€10 000 000	18/12/2014	36
Programme de réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de RCA au Cameroun ⁸	€4 500 000	18/12/2014	26
Programme de relance économique et	€13 000 000	27/03/2015	48

⁴ Il s'agit de la date initiale d'adoption de la Fiche d'action. Les actions peuvent avoir subi des révisions décidées ultérieurement par le Comité de gestion. Révisions adoptées en 2020: augmentation de 2 000 000 EUR en mai 2020 du PEPEV, de 2 200 000 EUR en mai 2020 et de 10 000 000 EUR en décembre 2020 du programme Santé III.

⁵ La période de mise en œuvre opérationnelle indicative des actions est calculée à compter de la date d'entrée en vigueur des contrats/conventions de subvention et contrats de services.

⁶ Un dégageant de 630 742,30 EUR a été effectué en avril 2018 portant le montant de ce programme à 14 369 257,68 EUR.

⁷ Un dégageant de 189 253,92 EUR a été effectué en avril 2019 et un de 774 368,02 EUR en mai 2020 portant le montant de ce programme à 9 036 378,06 EUR.

⁸ Un dégageant de 265 993,36 EUR a été effectué en avril 2019 portant le montant de ce programme à 4 234 006,64 EUR.

d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains			
Projet Ecofaune+, Ecosystèmes faunistiques du nord-est RCA et du sud-est de la RCA ⁹	€5 500 000	18/11/2015	24
Programme de promotion de l'intégration et de la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale et politique de la RCA (Genre II)	€2 500 000	18/11/2015	36
Projet de reconstruction économique et sociale en milieu urbain – Phase 2 (PRESU II)	€11 760 000	18/11/2015	60
Programme de promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine ¹⁰	€20 000 000	18/11/2015	42
Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA (Santé II) ¹¹	€29 000 000	04/04/2016	36
Programme de résilience rurale et création d'emplois	€18 000 000	06/12/2017	36
Projet de désenclavement des régions en RCA	€7 000 000	06/12/2017	35
Projet Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV)	€13 000 000	06/12/2017	30
Programme d'appui sectoriel au Plan Intérimaire en RCA (Santé III) ¹²	€68 960 000	04/06/2018	52
Programme de relèvement socioéconomique dans la zone sud-est de la RCA (RELSUDE)	€18 000 000	03/05/2019	36
Facilité d'assistance technique et de communication (FATC II)	€800 000	07/10/2019	60
Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu urbain et rural (PAPEUR)	€15 000 000	07/10/2019	48
Programme d'appui à la réconciliation et la paix en RCA	€5 000 000	03/04/2020	30
Programme d'appui à la lutte contre les violences basées sur le genre en RCA	€7 000 000	03/04/2020	48

⁹ Un dégageant de 412 172,84 EUR a été effectué en mai 2020 portant le montant de ce programme à 5 087 827,16 EUR.

¹⁰ Un dégageant de 373 703,91 EUR a été effectué en mai 2020 portant le montant de ce programme à 19 626 296,09 EUR.

¹¹ Un dégageant de 246 058,58 EUR a été effectué en avril 2019 portant le montant de ce programme à 28 753 941,42 EUR.

¹² Il faut noter que ce programme comprend un montant de 6 700 000 EUR en clause suspensive subordonnant l'adoption de ce montant au paiement d'une contribution supplémentaire de 10 MEUR de l'Allemagne en début d'année 2021 sur la base de leur certificat de contribution reçu le 26 novembre 2020.

(GENRE III)			
Programme d'appui au développement rural - Ouvrir des perspectives d'avenir	€18 000 000	03/04/2020	48
Programme d'appui au déploiement de la protection civile centrafricaine	€4 000 000	11/12/2020	48
Montant total des décisions adoptées	€ 293 300 000		

Au total, le Fonds Bêkou a adopté un montant de 48 200 000 EUR en 2020 (34 000 000 EUR pour de nouveaux programmes : réconciliation, genre, développement rural et protection civile et 14 200 000 EUR pour l'extension des programmes : santé et eau).

2.2 Mise en œuvre des programmes et résultats clés

❖ *Reconstruction économique et sociale en milieu urbain (PRESU – phases I et II)*

La phase I du Projet de Reconstruction Économique et Sociale en milieu urbain (PRESU I) a démarré en juin 2015. L'exécution du projet a été déléguée à l'Agence Française de Développement (AFD). La phase 1, initialement prévue pour une durée de 36 mois et un budget de 4.5 millions d'euros, a été révisée en 2019. Une augmentation du budget (de 4.5 à 5.128 millions d'euros) et une prolongation de sa durée (de 36 à 72 mois) a été approuvée.

L'action vise à améliorer la cohésion sociale et l'environnement urbain de quartiers défavorisés de Bangui, et à favoriser la résilience économique des ménages. Elle s'articule autour de trois volets :

- 1) des actions à vocation sociale à court terme qui se sont déroulées de juillet 2015 à février 2017 ;
- 2) la préparation d'actions de développement urbain prévoyant des aménagements d'infrastructures collectives de quartier ;
- 3) la réhabilitation de l'avenue Idriss Déby.

Le premier volet du projet s'est terminé en 2017 et a bénéficié aux jeunes et aux femmes des quartiers précaires de Bangui (Sara Yakité, Miskine et KM5), mais aussi plus généralement à toute la population résidente par sa portée communautaire.

Les maîtrises d'ouvrage pour l'aménagement d'infrastructures collectives et la réhabilitation de voiries ont été déléguées à l'Agence d'Exécution de Travaux d'Intérêt Public en Centrafrique (AGETIP CAF) respectivement par le Ministère de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Habitat (MUVH) et le Ministère des Travaux Publics et de l'Entretien Routier (MTPER).

La mise en œuvre de ce volet en 2018 et 2019, a connu des retards qui ont amené à une prolongation de la période de mise en œuvre. En effet, les études techniques pour les équipements socio-collectifs ont été affectées (i) par des incidents sécuritaires qui ont rendu difficile l'accès aux sites d'intervention, mais également (ii) par des mouvements de population qui ont nécessité la formulation d'un plan d'accompagnement au retour des populations déplacées.

Des difficultés ont été également rencontrées par l'AFD avec le bureau d'études sélectionné. Néanmoins, la réalisation des études s'est terminée fin 2018 et les travaux seront effectués dans le cadre de la deuxième phase du programme

(PRESU II).

Concernant la réhabilitation de l'avenue Idriss Déby, le dimensionnement d'une voirie permettant un véritable désenclavement des quartiers sinistrés a rendu indispensable la mise en place d'un Plan de Réinstallation, lequel devait prendre en compte les enjeux environnementaux et sociaux de la zone d'intervention. Ce Plan d'Action à la Réinstallation élaboré par le cabinet INSUCO a été validé en juin 2020 par les autorités centrafricaines. Il a permis d'établir un modus operandi et d'identifier l'ensemble des personnes affectées par le projet (PAP), à savoir 183 marchands. Il a été décidé d'apporter une compensation aux marchands impactés par les travaux en les recrutant de façon prioritaire dans les travaux HIMO. La Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS), GRET-NOURRIR assure la sélection des bénéficiaires THIMO pour le compte de l'entreprise attributaire du marché.

Concernant la réhabilitation de l'avenue Idriss Deby, dans un premier temps, l'appel d'offre pour le marché a été déclaré infructueux avec des propositions financières reçues dépassant l'estimation faites par le maître d'œuvre SCET TUNISIE / LE CRAYON (EUR 2.751.704,77). Afin d'attribuer le marché, une négociation a eu lieu avec l'entreprise SOGEA-SATOM, dont l'offre était la moins éloignée du budget disponible. Toutefois à l'issue de cette négociation l'offre de SOGEA-SATOM était toujours au-delà de l'estimation. Un complément de financement pour combler le gap s'est avéré nécessaire. Un montant additionnel a été mis à disposition par l'AFD (2 .500 .000 EUR), Ce montant comprend les activités de communication et le financement de l'audit et l'appui à la réinstallation de la population) et par l'Union européenne à travers le Fonds Bêkou (780.000,00 EUR).

Le contrat des travaux a été signé le 21/06/2019. Cependant, après de nombreuses difficultés avec l'entreprise SOGEA-SATOM recrutée dans le cadre du marché de travaux, son contrat a été résilié. L'entreprise SIGMA 2 arrivée seconde et disqualifiée du fait d'une offre non conforme s'est vue attribuer le marché en gré à gré après régularisation de son offre technique et financière (actualisation des références, mise en place d'un plan de sécurité validé, justification de sa capacité technique et logistique à assurer le marché).

L'ordre de service (OS) a été transmis à l'entreprise SIGMA 2 le 06 juillet 2020 et le chantier a donc démarré à cette date en fixant une période de 12 mois de mise en œuvre. Les travaux mécanisés et des travaux HIMO au niveau de son tronçon Nord, qui correspond au raccordement avec l'avenue Barthélémy Boganda, au niveau du PK5, ont démarré.

Néanmoins, plusieurs carences et déficiences notamment au niveau de la maîtrise d'œuvre technique (MOE) SCET Tunisie/Le Crayon en charge des études de conception, de l'appui à la passation des marchés et de la supervision des travaux ont pu être relevées. Des mesures correctives ont été prises et des solutions doivent être trouvées notamment concernant l'emprise de l'assiette de la chaussée et le déplacement des réseaux de la SODECA. Un retard peut être, dès à présent, anticiper par rapport au 12 mois fixés initialement pour l'exécution des travaux.

La phase II vise à capitaliser les acquis de la phase 1, en favorisant la reconstruction économique des ménages et en permettant le retour de l'action publique par l'amélioration de l'environnement social et urbain des quartiers précaires de Bangui de Miskine et Sara/Yakité. De la même manière que pour le PRESU I, l'exécution du PRESU II a été déléguée à l'AFD. Les activités ont démarré en Janvier 2017 pour une durée de 36 mois et un financement total de

EUR 11 660 000. Cependant, la complexité du contexte a rendu l'organisation des marchés et la planification des activités sur la base des études techniques difficile. Ceci explique la prolongation du Programme approuvée en décembre 2019 (la durée d'exécution passe de 36 à 60 mois).

Parmi les actions structurantes à fort impact on trouve les travaux de drainage, la réhabilitation et l'équipement d'écoles dans les deux quartiers, la rénovation et l'extension du lycée de Miskine, la réfection du marché de Miskine ainsi que la reconstruction du centre de santé Mamadou Mbaïki. Les travaux de proximité concernent le drainage tertiaire pour évacuer les eaux pluviales des zones d'habitation et la voirie tertiaire.



Gisèle NDAKANADE travaille sur l'un des chantiers HIMO du quartier Miskine © PRESU AGETIP-CAF

Malgré les retards dans la mise en œuvre des activités, la plupart des travaux ont été réceptionnés. Pour certains chantiers, des difficultés spécifiques ont été rencontrées et des solutions sont recherchées pour permettre leur finalisation.

Le chantier des travaux du Centre de Santé Urbain (CSU) de Mamadou Mbaïki au Km5 connaît un retard pour deux raisons principales. D'une part, l'étude initiale n'avait pas tenu compte de la partie géotechnique. Il a donc fallu faire intervenir le Laboratoire National des Bâtiments et Travaux Publics (LNBTP) afin de déterminer la profondeur de la fondation qui est de 2.80 mètres, entraînant ainsi des coûts supplémentaires. D'autre part, la difficulté à faire trouver un accord concernant le déplacement de commerçants. Cependant, en fin d'année 2020 des solutions ont été trouvées concernant ces déplacements et le chantier devrait pouvoir se poursuivre.

Concernant la réhabilitation du marché de Miskine, le contrat a été résilié avec l'entreprise qui n'a pas réalisé les travaux attendus. Par ailleurs, les inondations répétées à l'endroit du marché sont liées au débordement du collecteur Kouanga qui n'a pas pu être réhabilité dans le cadre du projet PRESU du fait du coût de l'opération et du besoin de déplacer un grand nombre de familles. Il est donc

essentiel qu'une solution technique et financière soit identifiée pour mettre en place un système de drainage autour du marché. Ceci doit être négocié avec les parties prenantes et plus particulièrement avec le MUVH et l'AGETIP- CAF dans le cadre d'un autre projet.

Lots	Désignation des travaux	Taux d'exécution
1	Construction d'un bloc pédagogique de type R+2 au Lycée Miskine	60%
2	Travaux de réhabilitation des bâtiments existants du Lycée Miskine	100%
2.1	<i>Blocs 1-2-3-4, 5-6-7, 8-9</i>	100%
2.2	<i>Blocs 10-11-12, 13-14-15-9 Paillotes</i>	100%
2.3	<i>Construction de 04 blocs de latrines, réhabilitation du terrain de foot-ball et aire de jeux de mains</i>	100%
2.4	<i>Divers aménagements extérieurs, réhabilitation de la piste d'athlétisme, fourniture des mobiliers au Lycée de Miskine</i>	100%
3	Réhabilitation de la maison de la femme et construction d'une classe maternelle à Miskine	100%
5	Réhabilitation du centre de santé Mamadou M'Baïki	50%
6	Réhabilitation de l'atelier des forgerons et assainissement de l'école Yakité	100%
7	Recalibrage du collecteur Bouagba	13% et 29%
8	voies de service du collecteur Bouagba (côté Sara-Yakité)	20%
9	voies de service du collecteur Bouagba (côté KM5)	37%
10	voies de service du collecteur Bouagba (côté Sara/Yakité)	20%
11	voiries du KM5 perpendiculaires à l'avenue Idriss Deby	37%

Résultats clés – PRESU (Phases 1 et 2)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de personnes recrutées dans le cadre des chantiers THIMO	4 884	107%
Nombre bénéficiaires des AGR (activités génératrices de revenus)	1 640	103%
Nombre de victimes de violations de leurs droits/vulnérables ayant reçu une assistance directe	1 127	94%
Nombre d'établissements publics ayant accès à l'eau et assainissement en quantité et qualité suffisante	4 (3 écoles + 1 marché)	100%
Nombre de clubs d'hygiène formés et actifs dans les écoles	2 écoles (environ 15 000 élèves bénéficiaires)	100%

❖ Amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA et Promotion de l'intégration et de la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale et politique de la République Centrafricaine (Genre – phases II et III)

Le projet pour l'autonomisation sociale, économique et la participation citoyenne des femmes et filles en RCA (Genre II), est mis en œuvre par International Rescue Committee UK (IRC-UK) en consortium avec Cooperazione Internazionale (COOPI). Le 19 juillet 2020, le projet s'est achevé dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19. Le projet aura connu en tout quatre amendements sur ses 36 mois de mise en œuvre, le dernier étant intervenu en 2020, notamment pour rattraper les retards pris dans les activités affectées par la crise sanitaire. Globalement, le projet a d'ailleurs souffert de périodes d'insécurité localisée et par conséquent d'accès à certaines des zones d'intervention.

Le programme Genre II a été mis en œuvre par International Rescue Committee (IRC-UK) à Bangui et dans les préfectures de la Kémo, l'Ombella Mpoko, l'Ouham Pendé et la Nana Gribizi, et par COOPI dans la Lobaye. Il s'est inscrit dans la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) prônant la prise en charge holistique des survivant(e)s.

Le projet a permis de renforcer les capacités de 15 ONG locales, 30 organisations communautaires de base, 10 groupements de femmes, ainsi que celles du Ministère de la promotion de la femme, de la famille et de la protection de l'enfant (MPFFPE) au niveau central et régional. Une plateforme agricole et des magasins de stockage ont été créés, des centres holistiques d'autonomisation des femmes ont été construits, l'accès au crédit et à l'épargne a été renforcé, des formations professionnelles et techniques (couture, coiffure, restauration, agriculture, élevage, vente et commercialisation des produits) ont été prestées, les communautés ont été sensibilisées aux droits et à la protection des femmes et de l'enfant (p.ex. causeries éducatives), et les victimes de VBG ont été prises en charge avec un soutien psychosocial.



La Maison de l'espoir inaugurée en mars 2020 © Ludovic Juvenal Guenekean/IRC

Parmi les succès du projet on peut citer l'accueil de bénéficiaires dans les trois centres de femmes établis à Bangui et dans ses environs avec l'engagement

crucial du MPFFPE. L'un des centres, nommé la Maison de l'espoir, dispose d'une capacité d'hébergement temporaire ce qui est trop rare en RCA. Tout comme les centres d'écoute et de conseil communautaires, ces centres de femmes du MPFFPE n'ont pas acquis l'autonomie de fonctionnement au cours du projet, mais les fondements pour leur pérennisation ont été créés. D'autres exemples encourageants sont à citer tels l'autonomisation des femmes bénéficiaires qui contribuent désormais à la prise en charge des besoins de leurs familles, le renforcement de la cohésion sociale grâce aux activités communautaires, le gain de respect par les femmes bénéficiaires au sein de leur ménage et de la société grâce au renforcement de leur pouvoir économique et/ou par leur alphabétisation, , et la réduction sensible des cas de violences conjugales et d'autres pratiques néfastes dans les zones d'intervention du projet.

Le projet a suivi une approche inclusive, ciblant non seulement les femmes/filles, mais également les conjoints, les personnes à risques, et les communautés locales. Et une phase III, dont la décision a été actée lors du COGES du 11 décembre 2020, est en cours de discussion.

Résultats clés – Genre (phase 2)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de chefs, leaders et autres décideurs communautaires sensibilisés et/ou formés au projet et aux droits des femmes	150	111%
Sensibilisation et formation des membres des OCB/ associations féminines/ coopératives en compétences de base	631	168%
Nombre de groupements féminins engagés dans une chaîne de valeur	750	143%

❖ Appui sectoriel Santé au Plan de Transition en RCA (phases II et III)

La deuxième phase du programme d'appui sectoriel à la santé (Santé II) s'est achevée en 2019 et la troisième phase (Santé III), ayant démarré parallèlement en juillet 2018, a ainsi pris le relais.

En 2020, le programme de santé a fourni un appui indispensable au Ministère de la santé et de la population (MSP) dans sa riposte à la pandémie de COVID-19. Le défi pour les partenaires de mise en œuvre, en première ligne de front, à maintenir les activités de routine et de prévention à d'autres menaces épidémiques lors de la mise en place de la réponse à la COVID-19, a été notable. Tous les partenaires se sont mobilisés depuis mars 2020 dès les premiers cas détectés en RCA, dans la limite des ressources déjà disponibles. Par conséquent, certaines activités prévues ont été fortement perturbées. Il en a été ainsi, par exemple, pour le démarrage du financement basé sur la performance à Bangui, Bimbo, Boda et à Gamboula, et le renforcement des compétences des équipes-cadres de district.

Cependant, le financement basé sur la performance a néanmoins pu démarrer dans la Haute Kotto et Vakaga, et les travaux préparatifs dans les autres districts sanitaires concernés ont repris depuis juillet. Quant à la fermeture temporaire des frontières aériennes, elle a causé des tensions sur les stocks de

médicaments. Plusieurs activités ont été réorientées vers la réponse à la COVID-19, telles que les formations du personnel de santé et les campagnes de sensibilisation par les relais communautaires. La pandémie a également affecté de manière directe le personnel des partenaires, les forçant à respecter une quarantaine, à travailler temporairement à distance, et limitant leurs déplacements. Toutefois, les projets n'ont nullement été suspendus et les services de santé ont continué à pleinement bénéficier à la population centrafricaine. Enfin, en l'absence d'une explosion de cas infectés en RCA, les partenaires ont désormais intégré la prévention à la COVID-19 dans leur fonctionnement quotidien et dans les activités de routine.

Concernant l'assistance technique apportée au MSP, la pandémie est venue entraver la bonne dynamique en cours et les deux experts ont été hautement sollicités pour la coordination et l'appui technique de la riposte à la pandémie de COVID-19.

Enfin, trois missions d'expertise de courte durée ont été accomplies pour appuyer la réforme du Système national d'information sanitaire (SNIS), la lutte contre la corruption, et l'amélioration du système de référence et contre-référence en soins obstétricaux et néonataux d'urgence. D'autres missions prévues pour 2020, telles que l'appui à la formulation du plan national de développement sanitaire (PNDS III), ont dû être annulées. Le contrat d'assistance technique a pris fin en début septembre 2020 et un nouveau marché de services a été lancé en fin d'année.



*Nadine Ghislaine Bemba, sage-femme, lors d'une consultation prénatale à l'hôpital de Boda
© Zigoto Tchaya Tchameni/ALIMA*

Au niveau sécuritaire, des affrontements violents entre groupes armés ont notamment eu lieu dans le nord-est du pays (Ndélé, Bria, Birao) avec un impact sur l'accès aux soins de santé et une réduction des activités. L'accalmie observée

au cours du 3^e trimestre a cependant marqué un retour des populations locales dans les formations sanitaires.

La lutte contre la COVID-19, afin de permettre notamment l'achat de matériels et d'équipements de protection, l'organisation du dépistage, et le renforcement de la surveillance épidémiologique, a nécessité l'adoption par le comité de gestion du Fonds Bêkou d'une enveloppe additionnelle de 2 200 000 EUR. Ce financement supplémentaire a permis de couvrir les besoins pour l'année 2020, avec un accent sur les zones les plus affectées, à savoir Bangui et la Mambéré Kadéi (frontière avec le Cameroun).

Le 11 décembre 2020, le comité de gestion du Fonds Bêkou a adopté une troisième révision du programme, portant le budget total de l'action à 68 960 000 EUR et prolongeant la durée de mise en œuvre jusqu'en 2022. Bien que les perspectives sanitaires et sécuritaires restent incertaines pour 2021/2022, les retards pris en raison de la pandémie, notamment dans l'extension de la stratégie de financement basé sur la performance, devraient être rattrapés et une transition vers l'après-Fonds Bêkou assurée au travers du NDICI.

Résultats clés – Santé (phase III)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de consultations curatives prestées	2 658 822	66%
Nombre de bénéficiaires (femmes enceintes et enfants) de vaccinations dans le cadre du PEV (y compris les vaccinations PENTA)	105 140	91%
Nombre d'accouchements assistés	123 709	84%
Nombre de femmes visites CPN totales	274 292	89%

❖ *Appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République centrafricaine*

Le programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République centrafricaine vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au travers d'un appui à la relance de la production, à la gestion des enjeux intercommunautaires et au renforcement des capacités institutionnelles.

Le programme, mis en œuvre depuis 2015, comporte 3 volets complémentaires:

1. Résilience des communautés rurales agricoles et agropastorales: mis en œuvre par la *Food and Agriculture Organisation* (FAO) et *Danish Refugee Council* (DRC) dans la région de l'Ouham Pendé (nord-ouest) et WWF dans les régions de la Lobaye et Sangha Mbaéré (sud-ouest);

2. Transhumance et renforcement des communautés pastorales: mis en œuvre par la FAO, DRC, Association for Cooperative Operations Research and Development (ACORD), ACTED et Catholic Relief Services (CRS) à échelle nationale ¹³;
3. L'établissement de filières de petit élevage: mis en œuvre par COOPI à Bangui et sa périphérie.

En 2020, seul le programme de COOPI (volet 3), était encore opérationnel. Le projet d'appui à la relance des filières de l'élevage urbain et périurbain en République Centrafricaine a démarré le 23/6/2017 et il est mis en œuvre par un consortium d'ONG internationales et nationales coordonné par COOPI. Une très forte implication de l'ANDE et de la FNEC sous la supervision du Ministère de l'Élevage et de la Santé animale a pu être constatée.

L'objectif spécifique de ce projet est de «renforcer les performances économiques et organisationnelles des filières du petit élevage dans les arrondissements de la Capitale et les Communes de Bimbo, Damara, Boali et Bégoua»; il vise globalement à soutenir la production d'intrants de qualité (alevins, porcins, poussins, produits vétérinaires, aliments spécifiques) pour redynamiser les filières volaille, piscicole et porcine en rendant disponibles et accessibles de manière permanente ces intrants aux producteurs.

En 2020, le projet était en phase de clôture. La distribution des bons du Fonds d'appui aux 1.000 producteurs doté d'une enveloppe d'environ 350 000 EUR, qui a été formalisé fin 2019, a été lancée. De plus, la réhabilitation d'un bâtiment qui accueillera le centre commercial a été finalisée.

Le projet s'est trouvé confronté à un retard de mise en œuvre lié à des multiples contraintes dont, dans un premier temps, le non fonctionnement dans les délais prévus des incubateurs du couvoir de l'ANGAC installé à la FNEC et, ensuite, l'implémentation des mesures adoptées par l'État centrafricain pour lutter contre la pandémie mondiale du COVID-19. Ces deux facteurs ont réduit la production et l'approvisionnement en juvéniles et autres intrants qui étaient l'objet de la distribution des bons au profit des producteurs ciblés. Pour cela, une réadaptation du mécanisme d'attribution consistant à doter les producteurs a été décidée pour assurer la durabilité de l'activité.

Il a été prévu que les acquis du projet soient consolidés dans une prochaine intervention (voir p. 45).

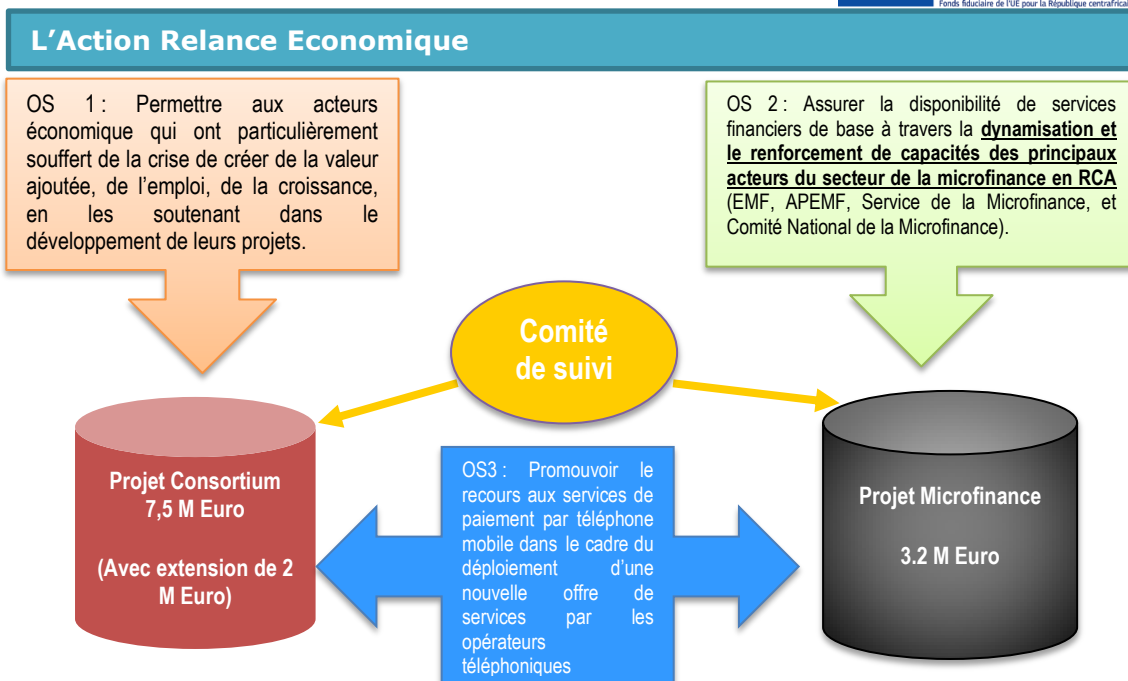
¹³ Ouham, Ouham Pendé, Nana Mambéré, Nana Gribizi, Obella Mpoko, Mambéré Kadei, Ouaka, Kémo, Lobaye, Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Basse-Kotto, Mbomou, Haut-Mbomou

Résultats clés – Sécurité alimentaire et nutritionnelle		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Volet 1 – Résilience des communautés rurales agricoles et agropastorales		
Nombre de groupements d'élevage formés et équipés	905	133%
Nombre de groupements de femmes formés et équipés pour leurs AGR (transformation/diversification alimentaire et non alimentaire)	146	97%
Nb de comités villageois structurés/redynamisés	35	130%
Nombre de personnes sensibilisées en matière de protection et gestion des conflits	8 219	235%
Volet 2 – Transhumance et renforcement des communautés pastorales		
Nombre de ménages pastoraux ayant bénéficiés des campagnes de vaccination des animaux	104 710	116%
Nombre de parcs de bétails réhabilités	253	202%
Nombre de structures (6 GRN et foncier pastoral; 9 GC liés au pastoralisme; 5 mixtes + 12 antennes) créés ou redynamisés, renforcés et appuyés	32	100%
Nombre d'agents vétérinaires de l'ANDE actifs	87	200%
Volet 3 – Établissement de filières de petit élevage		
Nombre des producteurs individuels ou associés bénéficiaires de l'appui qui réalisent 2 cycles d'élevage ou plus de manière indépendante avant la fin de l'action	18% des aviculteurs	Cible non-définie
Nombre d'éleveurs respect effectif des protocoles techniques standardisés et validés par l'ANDE pour la préparation, démarrage et suivi des cycles d'élevage	320	40%
Pourcentage de satisfaction des producteurs par rapport aux différents services rendu disponibles dans le cadre de ce projet	100%	125%

❖ Relance économique et autonomisation des acteurs économiques centrafricains

Depuis mi-2015, le Fonds Bêkou a initié ce programme important et novateur pour contribuer à la redynamisation des acteurs économiques locaux (AEL) et des services concernés par les activités économiques à petite et moyenne échelle à Bangui et Bouar. Globalement l'intérêt du programme résidait dans le fait de soutenir en même temps et de manière coordonnée 1 500 AEL d'une part

via des services d'accompagnement « non financier » (formation, coaching, accompagnement, appui/conseil) et d'autre part via la promotion / facilitation de l'accès aux services financiers



- Le projet « Fini Bangondo Ti Mai (Nouvelle vision pour le développement) », mis en œuvre par le consortium d'ONG DRC, Mercy Corps Europe (MCE) et ACTED, renforce le capital économique, humain, social et financier des acteurs économiques de Bangui, Bimbo, Bégoua et Bouar.

Plus précisément, le projet cible six filières (maraichage, aviculture, savonnerie, apiculture, construction traditionnelle et textile), qui ont été identifiées comme porteuses dans les zones ciblées lors de l'étude socio-économique menée initialement.

En 2020, le projet était en phase de clôture. Pendant les trois mois de mise en œuvre, le consortium s'est concentré au suivi des activités des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), qui ont été précédemment formés par le projet. Le consortium a également suivi les plans de remboursement des AEL.

Il a été prévu que les acquis du projet soient consolidés dans une prochaine intervention (voir p. 45).

- Le projet de "Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des parties prenantes du secteur de la microfinance" est mis en œuvre via l'AFD par le consortium IRAM/EHELLE. Il vise deux objectifs à savoir:

- Assurer la disponibilité des services financiers de base aux entreprises et à la population centrafricaine et
- Contribuer au renforcement des capacités des principaux acteurs du secteur de la microfinance en RCA.

Ces objectifs se traduisent par la redynamisation et le renforcement des capacités des principaux acteurs du secteur de la microfinance en RCA à différent niveau.

Au niveau macro, le projet renforcera les capacités des acteurs du cadre institutionnel afin de permettre aux EMF d'exercer leurs activités dans un environnement favorable et sécurisé. Pour cela, il est prévu de soutenir le « Comité National de Microfinance (CNMF) », et de renforcer des capacités de la Direction des Affaires Financières, Monétaires, des Assurances et de la Microfinance (DAFMAM), et notamment du Service de la Microfinance, organe ministériel chargé du suivi de l'activité de microfinance en République Centrafricaine.

Au niveau méso, il s'agit d'accompagner et d'appuyer la redynamisation de l'Association Professionnelle des Établissements de Microfinance de Centrafrique (APEMF-CA) créé en 2006, via l'élaboration d'un plan de développement focalisé sur l'offre de services au profit des différents acteurs du secteur.

Au niveau micro, il s'agit de renforcer les capacités techniques, matérielles et organisationnelles des EMF. En l'absence de réseau bancaire, tourné vers les plus pauvres, ces établissements représentent la seule possibilité de bancarisation dans les quartiers et leurs agences constituent le seul moyen d'assurer des transactions financières sécurisées. Le projet compte renforcer les capacités de la Caisse Mutuelle de Centrafrique (CMCA), du Crédit Populaire de Centrafrique S.A (CPC), la Caisse d'épargne et de Crédit de Bozoum (CEC Bozoum) et la Caisse d'Épargne et de crédit Agricole (CECA).

Au cours du premier semestre 2020, le projet a accompagné le CNMF dans l'organisation et la tenue régulière des réunions du comité. En termes d'appui financier, le projet a effectué le 28/05/20 un virement de 1 000 000 F CFA en faveur de la CNMF pour le remboursement des frais de réunions.

Durant cette même période, et dans le cadre du renforcement de la fonction de contrôle administratif de la DAFMAN, le projet a appuyé la Direction dans la mise en réseau des EMF et le suivi d'un dossier d'accord transmis par le service de microfinance à la COBAC. En juin 2020, des matériels et équipements (un véhicule, trois motos et 12 mobiliers de bureau) ont été mis à la disposition de la DAFMAM par le PASM. Ces matériels et équipements devront permettre au Service Microfinance de la DAFMAM de mettre en œuvre efficacement son plan de renforcement élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du PASM.

Les activités de collecte de données pour la réalisation de la cartographie des activités de microfinance formelle et informelle ont démarré auprès des acteurs opérant dans la capitale et ses environs. L'exercice va se poursuivre en provinces dès que la situation sanitaire le permettra.

Au cours du premier trimestre de l'année 2020, la cinquième mission d'appui au développement de l'activité crédit au segment des professionnels a eu lieu. Cette mission a marqué la fin de la phase dite pilote et le début de la phase développement.

Dans le cadre de l'appui à la construction et à l'ouverture de deux agences de CMCA à Boali et Bouar prévu pour l'année 2020, la caisse de Boali a finalement pu ouvrir ses portes le 14 Mars 2020. L'appui du PASM à la nouvelle caisse prends deux formes : (i) la prise en charge des frais du fonctionnement et (ii) la dotation en matériels et équipements (équipements informatiques, mobiliers de bureau, coffre-fort, groupe électrogène et climatiseurs).

De nombreuses activités qui ont été prévues pour l'année 2020, ont connu du retard à ce jour. Le contexte créé par la COVID-19 a affecté l'évolution des activités tels que prévues dans le chronogramme. Les restrictions de mouvements et de rassemblements, et le télétravail induit n'ont pas facilité l'évolution des activités. Les crédits aux professionnels ont subi un

ralentissement à cause de la pandémie, et seul deux nouveaux produits financiers ont été proposés au cours de 2020.

Résultats clés – Relance économique		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
% des AEL formés maîtrisant les bonnes pratiques en gestion des activités économiques et éducation financière	60%	80%
Nombre d’AEL bénéficiant d’un paquet d’appui intégré pour lancer, redynamiser ou consolider leur projet.	1568	105%
Nombre d’AVEC/tontines améliorées appuyés	941	157%

❖ *Promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine (Phases I et II)*

La première phase du programme a été approuvée en 2015 avec l’objectif de favoriser la stabilisation et le relèvement de la société centrafricaine en renforçant les capacités locales et le dialogue à court et moyen terme à travers quatre composantes:

- (i) renforcement des capacités de la société civile centrafricaine;
- (ii) appui au redéploiement des autorités locales;
- (iii) appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains;
- (iv) soutien aux médias centrafricains.

La deuxième phase du programme a été approuvée en 2020 afin de consolider les acquis du projet d’appui aux médias centrafricains, ainsi qu’afin d’introduire une action d’appui à la jeunesse.

Renforcement des capacités de la société civile centrafricaine

Le projet de renforcement des capacités de la société civile financé sur le fonds Békou est un des programmes alignés à la feuille de route 2017/2020 adoptée par l’UE, la France et l’Italie au bénéfice des organisations de la société civile centrafricaine. Le projet est mis en œuvre par un consortium coordonné par Bioforce.

Ce projet est pleinement intégré dans la dynamique des processus de la promotion, de l’autonomisation et du professionnalisme des organisations de la société civile centrafricaine dans leurs domaines d’intervention respectifs. Le renforcement des différentes catégories d’OSC vise à les rendre plus actives et capables d’assumer leur responsabilité comme acteurs et interlocuteurs de l’État disposant ainsi d’une forte capacité à travailler dans les projets multi-acteurs.

Le nombre d’adhésions à la Maison de services (MDS) comme membres actifs suite à l’ouverture physique du siège provisoire depuis juillet 2019 a atteint un nombre de 324 au lieu des 200 membres fixés comme cible du projet. Ces OSC sont composées de différentes catégories (niveau de base, niveau intermédiaire

et émergentes) et ont bénéficié de formations, de coaching et de financements.

La première vague des pépinières a financé 20 organisations de la société civile ont été engagées dans le cadre de la riposte au COVID-19. Leurs activités ont eu des impacts positifs auprès de la population centrafricaine. L'impact le plus probant est la contribution des OSC de la MDS à la documentation et l'alimentation du système de Suivi à Base communautaire (SBC) mis en place par le Ministère de la santé dans la riposte COVID-19.

En ce qui concerne la deuxième vague des pépinières, le budget global est de 100 000 EUR. Au total 20 OSC ont été sélectionnées et vont démarrer les activités courant décembre. Les activités focalisent sur la thématique de la promotion de la paix en lien avec les élections de décembre 2020. En effet, le deuxième appel à projet porte sur la « promotion du rôle des femmes et des jeunes dans la participation citoyenne et l'éducation civique ».

Au total 40 projets ont été retenus par des comités externes sur l'ensemble des 2 processus. Ces porteurs de projets ont ensuite bénéficié de l'accompagnement de l'équipe de la MDS pour affiner leur stratégie d'intervention. Par ailleurs, des OSC membres de la MDS ont bénéficié des financements auprès d'autres PTFs. Ces PTFs ont rendu compte des résultats auprès de la MDS.

Par ailleurs, La mobilisation du pool de formateurs et de coachs nationaux de manière de plus en plus autonome dans les actions de renforcement de capacités illustre une certaine décentralisation de l'expertise. Les sessions de formations au niveaux des régions organisées par Bioforce en collaboration avec l'ACFPE.

En outre, des externalités positives du projet, comme la participation de partenaires du projet à d'autres projets de renforcement de capacités (par exemple l'ACFPE avec un consortium financé par l'Agence Française de Développement en matière d'insertion des jeunes et de formations professionnelles) sont à signaler comme autant de reconnaissance des résultats positifs du projet après deux ans.

Les activités prévues pour le renforcement des capacités et des compétences du SPONG à jouer son rôle institutionnel se sont poursuivies en 2020. Les cadres de l'administration ont bénéficié cette année de trois sessions de formation présentielle notamment : (i) environnement de l'action humanitaire, (ii) archivage numérique et, (iii) la gestion de projet. L'appui à la réalisation de la cartographie des ONG a été finalisé en décembre 2020.

À noter que le projet a rencontré des difficultés liées à :

- La crise sanitaire mondiale (COVID-19), et en particulier les mesures de précaution qui ralentissent la mise en œuvre des activités qui regroupent un nombre important des personnes, notamment les sessions de formation, la préparation et l'organisation des assemblées générales ont eu un impact sur les résultats.
- L'attribution d'un local devant abriter le siège de la MDS et répondant aux critères d'accessibilités des études réalisées en 2018.

Résultats clés – Renforcement des capacités de la société civile		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
La Maison des services est utilisée par les OSC (augmentation en valeur absolue)	324	162%
Nombre de personnes issues du secteur du développement, de l'humanitaire et institutionnel ont renforcé leurs compétences à travers une offre de formation disponible et accessible	1420	173%
Modules de formations de l'équipe du SPONG développés et mis en œuvre	8	80%

Appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains

En réponse aux mouvements de retour observés depuis le début de l'année 2017 dans certaines zones, le Fonds Bêkou avait adopté une nouvelle composante d'appui au retour des PDI et des réfugiés centrafricains pour un montant de 9 millions d'euros.

- Afin de favoriser le retour à Bangui, un contrat a été signé en 2018 avec un consortium coordonné par ACTED. Le projet soutient les dynamiques de retour des populations à Bangui à travers la mise en place des instruments sociaux, économiques et de protection renforcés. Dans ces instruments s'inscrivent les mesures de protection individuelles et communautaires dans les quartiers de retour, l'appui psychosocial, l'organisation des THIMO et l'appui à des AGR et caisses de résilience pour l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages vulnérables.

En 2020, le projet était en phase de clôture. Cependant, des activités importantes ont été mise en œuvre. Les 3 organisations partenaires (ONG REPCA, COOPEK et SOS Humanité en Détresse) ont continué la mise en œuvre des activités, notamment la prise en charge des cas individuels de protection et les activités psychosociales à base communautaire. Plus de 200 personnes ont été prises en charge individuellement dans les Centres d'Écoute et de Conseils. Elles ont toutes bénéficié de l'écoute active et des premiers secours psychologiques. En outre, les membres des 12 comités de quartier ont pris part à une session de renforcement de capacités sur la protection et la cohésion sociale.

Concernant les activités de relèvement socio-économique, la distribution des kits d'appui au développement des AGR a été finalisée en janvier. De plus, plus de 200 bénéficiaires ont été impliqués, cette année, sur les THIMO.

Le projet a été clôturé en mars 2020. Un travail de capitalisation a été mené afin de renforcer la durabilité du projet.

- Le projet « I koue boubi ti ya Bambari na ndouzou » / « Tous ensemble pour le relèvement de Bambari », a démarré en février 2018 pour favoriser le retour des habitants de Bambari. Le projet mis en œuvre par un consortium coordonné par l'ONG Mercy Corps se focalise sur des activités qui encouragent l'atténuation des conflits pour améliorer la cohabitation pacifique des communautés. Des actions spécifiques complémentaires sont également menées telles l'appui aux survivants de violences, le renforcement des services de base et l'appui à des AGR.

En 2020, le projet était en pleine phase de clôture. 2 400 personnes ont été sensibilisées à la question : « Violence physique : conséquences et actions (logique de prévention) ». De plus, plus de 1 000 personnes ont été sensibilisées aux questions de cohésion sociale, plus précisément aux questions des conflits fonciers. Le projet a fourni une assistance psychosociale et effectué un travail de référencement auprès de survivants de VBG. Finalement, concernant les activités du secteur « eau et assainissement », tous les travaux de réhabilitation des points d'eau ciblés ont été finalisés en janvier. Afin d'encourager les autorités et les comités de gestion à œuvrer pour la durabilité des infrastructures, une cérémonie de remise officielle a été organisée à la fin janvier en présence du préfet de la Ouaka.

Le projet a été clôturé en février 2020. Un travail de capitalisation a été fait afin de renforcer la durabilité du projet.

- Enfin, le projet signé fin 2018, avec CRS, a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des populations retournées/déplacées et leurs interactions avec les communautés hôtes des Préfectures de l'ouest de la RCA. Le projet cible 30 communautés réparties entre les préfectures Mambéré- Kadeï, Nana-Mambéré et Sangha Mbaéré. L'intervention appuie le retour spontané des ménages déplacés dans la zone transfrontalière avec le Cameroun où se trouve la grande majorité des réfugiés centrafricains.

En 2020, 84 leaders communautaires ont été formés sur l'approche communautaire d'appui psychosocial, les causes, les symptômes du traumatisme et les techniques de guérison. Trois ateliers de formation des formateurs sur l'éducation à la paix et à la médiation (EPM), ainsi que 12 ateliers de formation des membres des comités de gestion des conflits, ont été organisés.

Deux ONG locales consultantes ont été sélectionnées afin d'accompagner les agriculteurs et les éleveurs pour la mise en application des techniques adéquates. 120 groupes S4T (« *Saving for Transformation* ») ont été mis en places, dont 42 ont déjà été formés sur les modules pertinents. Le projet a sensibilisé les communautés ciblées sur l'importance des groupements et des associations. Afin de renforcer la pertinence et la durabilité de ces activités, le projet a signé six MOU avec : le Service technique de Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA), la Direction Régionale 2 de l'Agriculture (DR/A), la Direction de l'Élevage et de la Santé Animale (DR/ESA), la Direction des Affaires Humanitaires et de la Réconciliation Nationale (DR/AHRN), la Direction de l'Agence Nationale pour le Développement de l'Élevage (DR/ANDE) et enfin la Direction de l'Environnement et du Développement Durable (DR/EDD).

Finalement, le projet a introduit de nouvelles activités liées à la réponse contre la pandémie COVID-19. Plusieurs SMS de sensibilisation sur les gestes barrières ont été envoyés aux populations, alors que plus de 100 spots radiophoniques avec les mêmes messages ont été diffusés via quatre radios communautaires.

À noter que cette année le projet a été impacté par plusieurs facteurs :

- la crise COVID-19 et plus précisément son impact sur la mise en œuvre de activités mais également aux mouvements des populations. Vu le contexte sanitaire, le processus de rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains du Cameroun avec la facilitation de UNHCR a été suspendu entre mars et novembre 2020 ;

- les fortes pluies durant la saison pluviale qui s'est allongée provoquant une dégradation avancée des infrastructures routières et des déplacements difficiles en provinces ;
- l'insécurité liée aux actions des groupes armés présents dans la région.

Résultats clés – Appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre des individus bénéficiant d'un appui psychosocial	2 594	63%
Nombre de participants aux ateliers/ activités de sensibilisation sur les sujets du respect des Droits de l'Homme, de la cohésion sociale, de la paix, etc.	52 671	131%
Nombre de CLPR appuyés	36	113%
Nombre de bénéficiaires des THIMO	6 896	59%

Soutien aux médias centrafricains comme acteurs directs du dialogue public au niveau local et national

En mai 2018, un contrat a été signé avec la Fondation Hironnelle (FH) pour une durée des deux ans afin d'appuyer la Radio Ndeke Luka (RNL) et ses efforts en faveur de la cohésion sociale. En juillet 2020, un nouveau contrat d'une durée de trois ans a été signé. Ce projet continue à soutenir la RNL, mais se concentre davantage sur l'appui aux radios communautaires.

La RNL reste jusqu'à présent la seule radio avec une couverture nationale en Sango et en Français, émettant en direct 24h/24 et 7 jours/7. Ses émissions sont axées sur les droits humains, la jeunesse, la condition féminine, le développement, la santé, la justice et la bonne gouvernance. Les productions radiophoniques sont réalisées sur base de l'évaluation des besoins décrits dans le RCPCA, ainsi que pour la stabilisation de la situation (politique, économique et sécuritaire) en RCA.

La radio intervient également à travers son site web (<http://https://www.radiondekeluka.org/>), sur lequel elle publie ses articles et donne accès à ses émissions en direct et enregistrées, sa page Facebook et son compte Twitter.

Le Fonds Bêkou appuie RNL dans son fonctionnement quotidien et renforce ses capacités, afin d'accroître son professionnalisme et sa durabilité. Pour cela, le projet a continué d'appuyer l'autonomisation de la Fondation Ndeke Luka. Ainsi, des appuis spécifiques ont été faits à l'équipe pour améliorer les aspects traitements, contrôle et suivi des dossiers comptables, administratifs, logistiques et ressources humaines. Plusieurs formations des journalistes et des animateurs ont été également organisées en 2020.

La RNL travaille toujours contre la propagation de rumeurs et de fausses informations, diffuse des messages de cohésion sociale et fournit des clés de compréhension des efforts de réconciliation par son programme d'informations usuel, mais aussi des émissions thématiques. Par ailleurs, les émissions-débat «

Patara » contribuent à l'échange d'opinions et au dialogue sur l'actualité (bonne gouvernance, sécurité, éducation, liberté de l'expression, genre, etc.).



Un journaliste de la Radio Ndeke Luka en reportage à Bangui © Marc Ellison/Fondation Hironnelle

Depuis mars 2020, Radio Ndeke Luka a lancé une campagne radio baptisée « Tous les conseils pour lutter contre la pandémie de la COVID-19 » en collaboration avec le ministère de la Santé, l'UNICEF et l'OMS. Cette campagne est constituée de spots en Sango et Français, d'émissions et messages de sensibilisation, de magazines Santé sur le coronavirus, ou encore de tables rondes sur le suivi des actions menées par l'OMS en RCA. Compte tenu de l'évolution de la pandémie en RCA, une actualisation régulière des messages d'information et de sensibilisation est faite en collaboration avec le ministère de la Santé et l'OMS.

Les émetteurs de Bambari, Bouar, Bozoum, Ndélé, Berberati, et Bossangoa ainsi que les 12 radios partenaires diffusent les programmes de RNL. Par exemple, les émissions du magazine « Laso Na Beafrika » est conçu et diffusé en synergie avec les radios partenaires, et elles mettent en évidence des nouvelles et des sujets destinés aux auditeurs en milieu rural. Concernant l'appui aux radios partenaires, plusieurs activités de formation ont été mises en place en 2020, notamment sur la création de contenu relatif à la pandémie COVID-19.

Dans ce contexte, la collaboration avec le Réseau des Médias Communautaires de Centrafrique a également été renforcé. En 2020, avec l'appui de la RNL, 19 comités de gestions ont été réactivés au sein des radios communautaires. La cartographie des radios communautaires a fourni un état des lieux sur le paysage médiatique centrafricain. Enfin, une assemblée générale a été convoquée à Bangui pour élire le nouveau conseil d'administration du RMCC.

Résultats clés – Appui à la Radio Ndeke Luka (2018 – 2020)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Taux de la population centrafricaine ayant accès aux programmes de RNL	60% (>2 000 000 personnes)	100%
Nombre des correspondants en régions	24	100%
Nombre d'heures d'émission sur la réconciliation, le dialogue et la reconstruction du pays	2 236	Cible non définie
Nombre d'agents des radios communautaires formés (membres des comités de gestion, journaliste, etc)	134	124%

Appui structuré à la jeunesse

Un appel à manifestation d'intérêt a été publié en juin 2020 pour le volet jeunesse du programme Réconciliation II. Les organisations étaient encouragées à déposer des propositions répondant à deux objectifs spécifiques : l'un centré sur la redynamisation des maisons des jeunes, l'autre, plus institutionnel, ciblé sur la Direction Générale de la Jeunesse (DGJ) et le Conseil National de la Jeunesse (CNJ).

Le comité d'évaluation a sélectionné le projet « Jeunesse, espoir de la Centrafrique : Masséka békou ti Bé-Afrika » de COOPI (en cours de négociation). Le projet d'une durée de 30 mois devrait débuter en 2021 et pourrait bénéficier à plus de 50 000 jeunes.

À travers cette proposition de projet, 18 maisons des jeunes localisées au sein de 11 villes dont 8 en dehors du Grand Bangui (Sibut, Bambari et Bria dans la zone « Centre » ; Mbaïki, Bossangoa, Paoua, Bouar et Bozoum dans la zone « l'Ouest ») devraient être soutenues. Afin d'attirer plus de jeunes et particulièrement des jeunes vulnérables, le projet devrait recruter et former des animateurs, réhabiliter les bâtiments des maisons de jeunes, appuyer l'élaboration de leurs plans d'actions et améliorer l'offre d'activités destinées aux jeunes.

Le second volet du projet devrait notamment voir l'organisation de formations pour la DGJ et le CNJ, l'appui à l'organisation d'évènements à destination de la jeunesse ainsi que l'instauration d'un cadre de coordination afin de renforcer le suivi de la mise en œuvre de la « Politique Nationale de Promotion de la Jeunesse de 2ème génération » (PNPJ-2).

❖ Résilience rurale et création d'emplois

L'action « Résilience rurale et création d'emplois » vise à promouvoir une dynamique de croissance durable et de création d'emplois dans les secteurs agropastoraux productifs de la RCA. Le programme adopte une approche "filiale" pour relever les défis structurels et organisationnels entravant le développement des dites filières productives.

Assistance technique auprès des Ministères de tutelle

Depuis 2019 de l'assistance technique (AT) a été mise à disposition des Ministères de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) et du Ministère de l'Élevage et de la Santé Animale (MESA). Cette mission d'AT est mise en œuvre par le bureaux d'études SOGEROM. Deux experts ont été déployés à Bangui pour contribuer au renforcement des Ministères dans les aspects organisationnels et opérationnels et pour pouvoir faciliter la coordination du secteur et le retour des services publics sur le terrain. L'AT vient en appui aux Ministères pour faciliter le dialogue sectoriel et contribuer à la consolidation des politiques et des stratégies durables.

Pendant cette année 2020, des résultats importants ont été enregistrés, nonobstant la pandémie de COVID-19 qui a conditionné la mission.

- Au niveau macro (national), le résultat plus important est certainement la mise en place d'un Comité de Coordination du Secteur Rural (CCSR) réunissant tous les Ministères du secteur rural, un besoin important qui avait été identifié à travers un diagnostic institutionnel préalable à la mission d'AT. La mission du CCSR et les rôles des organes qui le composent sont désormais fixés officiellement dans l'arrêté N° 002/PM.20.

- Au niveau macro, il faut encore noter également la conception d'un outil de suivi cartographié de tous les projets des Ministères concernés, outil qui a servi de base pendant la première réunion du CCSR pour lancer une réflexion plus large sur un cadre logique, avec des indicateurs du RCPCA et de l'OMD. Ce cadre sera intégré dans la plateforme de suivi des projets du CCSR pour standardiser la collecte des données et la production des rapports.

- Toujours au niveau macro, il faut noter la remise à niveau des cadres des quatre Ministères du secteur en matière de Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et d'une manière générale, l'appui à l'élaboration, la validation et la diffusion des différents documents de politiques et des stratégies sectorielles sur les deux volets « agriculture et développement rural » et « l'élevage et santé animale ».

- Au niveau méso, la mission d'AT a commencé une collaboration étroite avec le nouveau projet financé par le Fonds Bêkou et mis en œuvre par l'IRAM, qui vient en appui aux différents organes sous tutelle des Ministères du secteur (voir ci-dessous). L'AT a facilité différentes mises en relations et rencontres officielles pour le responsable du projet IRAM

- Au niveau micro, l'équipe d'AT a poursuivi sa participation aux réunions de coordination des différents projets du programme Résilience rurale et création d'emplois. La mission a également contribué à la reformulation des indicateurs suite aux monitoring externe (ROM) et a collaboré aux missions de supervision conjointes MADR – MESA de ces projets du Fonds Bêkou. Pendant l'année, l'AT a poursuivi la collaboration avec les différents partenaires techniques et financiers du secteur rural.

La mission d'assistance technique a été prolongée pour l'année 2021, tel que demandé par le MADR et le MESA. Compte tenu de la satisfaction globale des différentes parties prenantes et suite aux demandes formelles formulées par les autres Ministères du CCSR, pour cette dernière phase l'AT a été élargie au Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD) et au Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche (MEFCP). À cet effet un troisième expert a été sélectionné pour rejoindre l'équipe à Bangui.

Renforcement des services décentralisés

Le projet d'appui aux institutions agropastorales au niveau « méso », mise en œuvre par l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM), a officiellement débuté en 2020. Le projet soutient les 5 structures en charge du développement du secteur agro-pastoral en RCA au niveau intermédiaire, notamment dans les régions où les services techniques des agences de l'état et des organisations de producteurs sont déployés : l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA), l'Agence Nationale de Développement de l'Élevage (ANDE), l'Institut Centrafricain de Recherche agronomique (ICRA), la Fédération Nationale des Éleveurs Centrafricains (FNEC) et la Chambre d'Agriculture, de l'Élevage, des Eaux, Forêts, Chasses, Pêches et du Tourisme (la Chambre). Le projet prévoit au bénéfice des 5 structures des appuis multiformes : ressources matérielles, formations et appui au fonctionnement.

Le projet a vécu une phase de démarrage complexe, principalement à cause de la pandémie de la COVID-19 et des mesures de réponse adoptées par les autorités. Le démarrage officiel des activités a été effectué à distance et l'équipe du projet au complet n'a pu s'installer à Bangui qu'en septembre 2020.

Dans la phase de démarrage, l'équipe du projet et les structures bénéficiaires, ont réalisé conjointement une mise à jour des informations relatives aux organisations et à leurs partenariats. Cette analyse a permis de recadrer les différents appuis et d'identifier les complémentarités et synergies avec des autres programmes en cours ou en prévision. Les conventions de partenariat entre l'IRAM et chacune des structures ont été signées en début août 2020. Sur cette base les cinq structures ont commencé à recevoir des appuis au fonctionnement.

Grace aux moyens fournis par le projet, les institutions ont pu démarrer les différentes formations pour le renforcement des capacités au niveau décentralisé. Entre autres, l'ANDE a démarré les formations techniques des auxiliaires d'élevage pour l'encadrement de proximité, à Bouar, Sibut et Yaloke ; la FNEC a réalisé à Bangui une formation destinée aux animateurs de l'animation mutualiste.

Les différentes missions d'appui prévues dans le cadre du projet ont démarré, tel que les missions de renforcement des dispositifs de planification, de suivi et de rapportage de l'ACDA et de l'ANDE, la mission d'appui à l'évaluation des besoins en semences prébase et à la mise en place d'une collection variétale à l'ICRA, ou encore l'appui à la mise en œuvre de la relance des dépôts vétérinaires de la FNEC et l'appui à la Chambre pour l'animation de la concertation en vue de l'adoption d'un cadre juridique régissant les organisations professionnelles agricoles et rurales.

Appui multidimensionnel aux producteurs de base agricoles, agropastoraux et pastoraux

- Le projet « soutien aux petits producteurs agricoles en République Centrafricaine pour un meilleur accès au marché à travers la vente groupée (P4P) », mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), a finalement terminé ses activités sur le terrain en novembre 2020.

Le projet avait pour objectif de contribuer à améliorer les capacités de production

et de commercialisation des petits producteurs, ainsi que de contribuer au renforcement des moyens d'existence des communautés vulnérables et à la relance économique. Pour atteindre cet objectif le projet a travaillé dans les différentes zones ciblées (Ouham Pendé, Ouham, Nana Mambéré, Kemo, Nana Gribizi, Mambéré Kadei, Ouaka, Lobaye et Ombella Mpoko) pour : i) Garantir une demande prévisible aux petits producteurs pour la vente de leurs produits pendant la phase initiale de leur structuration dans l'optique d'accroître leur production ; ii) Renforcer les capacités techniques des Organisations Paysannes (OP) et leur professionnalisation ; iii) Faciliter la mise en relation entre les OP de producteurs et les institutions de crédit; iv) Améliorer les capacités de stockage des groupements par la diminution des pertes ; v) renforcer les capacités des structures nationales (ACDA, LASBAD, ICRA, etc.) pour un meilleur suivi et une meilleure coordination.

Le projet a rencontré des difficultés principalement liées à la pandémie de la COVID-19, au contexte sécuritaire très volatile, aux très faibles capacités des OP, à l'état général des infrastructures et à l'indisponibilité sur les marchés locaux des matériels. Ces difficultés ont causé des retards ou la suspension temporaire de certaines activités. Pour cela, une extension de six mois avait été jugée pertinente afin de finaliser les activités prévues.

Le projet a pu démontrer des résultats tangibles, même si les défis susmentionnés ont empêché le projet d'atteindre un certain nombre de ses objectifs. Au final 35 354 ménages et petits producteurs agricoles actifs, regroupés en 1 974 groupements de base et 20 Organisations faitières opérationnelles ont bénéficié de l'action.



Les membres de la coopérative CAEPCAB dans les alentours de Bossangoa © PAM

Au total 2 268 petits producteurs agricoles ont été formés sur divers thématiques dont la gestion poste récolte, le suivi des itinéraires techniques et la bonne gouvernance associative. Les résultats des enquêtes menées en fin projet

indiquent que toutes les Organisations soutenues affirment d'avoir réduit le niveau de perte post récolte. 9 855 tonnes des produits agricoles ont été achetés auprès des Organisations paysannes sur la durée du projet, et 3 000 000 EUR ont été injectés dans les économies des zones d'action à travers les achats locaux.

Le projet est arrivé à renforcer concrètement les capacités opérationnelles et à avancer dans la professionnalisation des 20 Organisations. À la fin du projet, toutes les Organisations détiennent un compte bancaire. Deux Organisations, à Paoua et Ndim, ont réussi à vendre chacune, depuis le début du projet, des produits agricoles pour une valeur de plus de 700 000 000 F CFA. Certaines des organisations soutenues ont pu s'équiper en matériel roulant tandis que la majorité d'entre elles sont désormais en relation avec des institutions centrafricaines de micro finance.

Le projet a aussi contribué à l'autonomisation des femmes ; en total 21 212 femmes cheffes de ménages ont été soutenues. Au terme du projet le taux de leadership des femmes dans les comités de gestion des Organisations paysannes a augmenté de 35%.

- Le projet d'appui multidimensionnel aux producteurs de base agricoles, agropastoraux et pastoraux, est mis en œuvre par un consortium d'ONG piloté par Welthungerhilfe (WHH) est toujours en cours. L'action envisage d'apporter une réponse structurante dans des zones à haut potentiel de développement rural. L'objectif spécifique du projet est de promouvoir une dynamique de croissance durable et de création d'emplois à travers les chaînes de valeur porteuses dans les préfectures de l'Ombella-M'Poko, la Lobaye, Kemo et à Bangui.

Pendant l'année 2020, l'action a appuyé 4 500 producteurs en travaillant sur leur accès aux intrants (semences, matériels et équipements) pour pouvoir améliorer leur productivité. À Bangui et environs 35 groupements ont été appuyés pour améliorer la production de cultures maraichères et vivrières (maïs et arachide). Dans la Lobaye, l'action a soutenu 30 groupements dans la filière manioc et maïs, dans l'Ombella M'Poko 35 groupements dans la filière manioc, tomate et maïs, et dans la Kémo 40 groupements agro-pastoraux ont été soutenus pour améliorer la culture en rotation avec la culture du coton (arachide, maïs, sésame, manioc et soja).

La phase de formation des référents techniques a été achevée cette année. C'est une partie importante du volet de développement organisationnel du projet pour rendre les OPs capables de fournir des services de proximité de qualité. En 2021, l'action continuera à travailler sur l'opérationnalisation effective de ces référents. Le travail de structuration organisationnelle et d'autonomisation des 156 OPs cibles a aussi avancé considérablement en 2020.

La réalisation des infrastructures nécessaires au développement des filières porteuses dans les zones ciblées a connu quelque retard pendant l'année, principalement à cause de la pandémie de COVID-19. Cependant les réhabilitations des ouvrages de franchissement et des pistes pour écouler les produits agricoles ont été achevées. La majorité des magasins de stockage, des aires de séchages, des unités de transformations, des boutiques vétérinaires, concentrés principalement autour des six « agropoles » identifiés, a été construite. Certaines infrastructures, ainsi que le travail pour rendre toutes ces structures fonctionnelles, seront complétés dans la phase finale en 2021.

Le projet a pu avancer également dans son volet consacré à l'organisation des acteurs de la chaîne de valeur et à la mise en relation des producteurs avec le marché. Les formations à l'entrepreneuriat selon la méthode GERME (GERer Mieux son Entreprise) ont été dispensées pendant l'année et à ces jours 75% des OPs ciblées a pu développer un plan d'affaire. En parallèle, la formation et le renforcement des Associations Villageoises d'Épargne et Crédit (AVEC) ont été achevés en 2020, mais un travail important de structuration et de consolidation pour orienter ces associations dans les microfinances est à compléter pour pouvoir permettre réellement un accès au crédit pour les OPs.

- Le projet de renforcement de la résilience rurale dans les préfectures du Nord, mis en œuvre par un consortium d'ONG géré par DRC, terminera ses activités en mars 2021. Le projet a pour objectif de contribuer à la résilience des acteurs du secteur agropastoral par leur structuration pour l'intégration durable et équitable des filières porteuses et des marchés par la mise en œuvre d'actions collectives. Il est articulé autour de 3 axes : i) mise en place de structures facilitant l'accès à des services (intrants, transformation, stockage), ii) transfert de compétences et accompagnement de proximité des producteurs pour assurer pleinement leur intégration sur le marché et iii) revitalisation des mécanismes locaux de résolution pacifique de conflit pour mitiger les tensions et l'insécurité liées aux transhumances.

Le projet est mis en œuvre dans un contexte fragile. À cause des contraintes sécuritaires le projet a dû revoir ou par fois suspendre temporairement certaines activités.

Pendant l'année 2020 le projet est arrivé à appuyer les différents producteurs des filières porteuses ciblées. Dans les zones où le projet n'a pas pu appuyer les producteurs dans les campagnes agricoles, les activités ont été réorientées. C'est par exemple le cas de la campagne vivrière 2020 dans la Bamingui-Bangoran que le projet n'a pas appuyé à cause de la situation sécuritaire. En revanche, le nombre des bénéficiaires pour la campagne maraîchère dans la zone a été revue sensiblement à la hausse. Le projet a pu finalement appuyer un total de plus de 59.000 producteurs de base dans les différentes filières au sein des préfectures de la Vakaga, de l'Ouham, de l'Ouham-pende et de la Bamingui-Bangoran.

La filière apicole mérite une mention particulière. Le projet accompagne 3 500 apiculteurs qui arrivent maintenant à produire des quantités importantes de miel de qualité ainsi que de la cire. Pour promouvoir cette filière et pour sensibiliser les différents acteurs du secteur aux enjeux sociaux et économiques, le projet a soutenu, en novembre 2020, l'organisation de la première édition de la Foire Apicole Nationale à Bangui. L'inauguration s'est tenue en présence du Ministre de l'Élevage et de la Santé Animale et du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural.

La majorité des infrastructures locales de services soutenues par le projet sont fonctionnelles, permettant aux OPs et aux groupements de bénéficier de services de proximité. Il s'agit des Centres de Rencontres et d'Enseignement Rural (CRER), des Centres de Promotions Féminines (CPF) ou encore des Centrales d'Achats et Centrales Vétérinaires.

Pour ce qui concerne le transfert de compétences, pendant l'année le projet a continué d'apporter des appuis techniques, matériels et financiers aux partenaires étatiques et paraétatiques locaux pour renforcer leur autonomie dans l'encadrement de proximité. En total plus de 53 000 bénéficiaires ont été formés

dans des domaines théoriques et pratiques via les différents dispositifs prévus par le projet. En plus des séances de restitutions par les conseillers de proximités sur le terrain, des émissions radio sur les itinéraires techniques des différentes cultures ont été organisées.

Résultats clés – Résilience rurale et création d'emplois		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de tonnes de vivres (contractualisées) pour l'achat avec les OP	9 855	141%
Pourcentage des OP qui affirment avoir réduit de niveau de perte post récolte (>12%) en deca de la moyenne nationale	100%	100%
Proportion des femmes ayant bénéficié des programmes d'alphabétisation fonctionnelle leaders dans les comités	35%	58%
Nombre de centres de séchage, stockage et transformation fonctionnels	49	74%
Nombre de microprojets appuyés en vue de relancer les filières agropastorales	753	212%
Augmentation du nombre de personnes ayant accès à des services financiers à travers les caisses de résilience AVEC	1 653	100%
Nombre des groupes de bénéficiaires ciblés consultés dans le cadre d'une consultation sur la migration saisonnière/transhumance	2 664	111%

❖ Désenclavement des Régions en République Centrafricaine

Le projet « Désenclavement des régions de la RCA » vise à permettre le désenclavement, y compris des quartiers de la capitale Bangui, par la réhabilitation de certains axes routiers présentant des intérêts stratégiques, afin d'y améliorer la circulation des biens et des personnes, de renforcer la sécurité et la cohésion sociale, de faciliter le redéploiement des fonctionnaires et agents de l'État et de globalement redynamiser le secteur économique.

Pour ce faire, la stratégie de désenclavement des Régions porte prioritairement sur l'installation d'infrastructures et d'équipements, en particulier l'installation de ponts métalliques cédés gratuitement par la France pour le remplacement des bacs, des ponts vétustes et l'installation de nouveaux ponts. Le projet comprend deux phases distinctes, à savoir la phase initiale de diagnostic (Phase 0) d'une durée de 19 mois et une phase de mise en œuvre (Phase I) d'une durée de 16 mois initial.

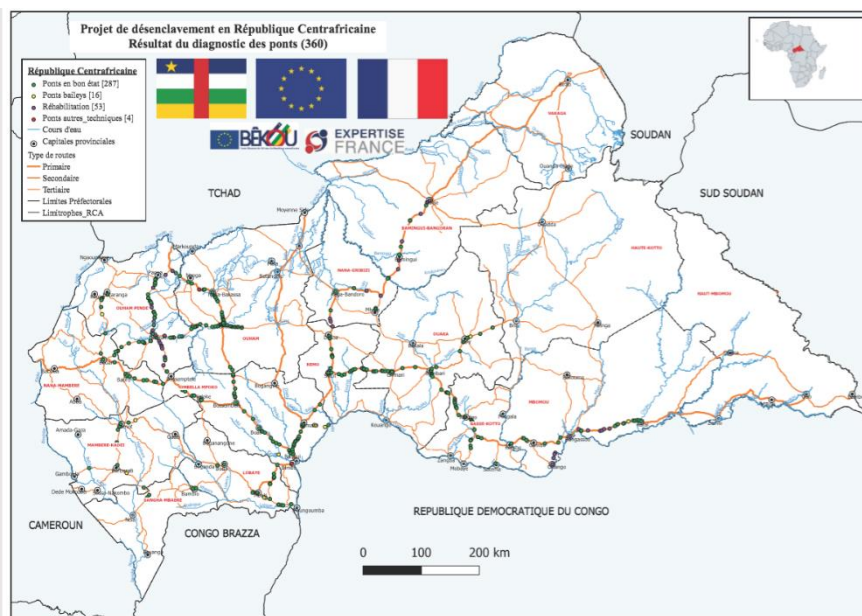
La Convention de délégation pour la Phase 0 du programme a été signée avec Expertise France en mai 2018 et s'est terminée le 15 août 2020. Son budget total s'est élevé à 2 511 426 EUR. La phase I dite d'Installation a démarré le 16 décembre 2019.

Les activités achevées au cours de l'année 2020 sont les suivantes:

a. Diagnostics

En complément des sept missions de diagnostics réalisées par Expertise France depuis 2018, la dernière mission de diagnostic a été réalisée en novembre 2020. L'ensemble de ces missions ont couvert : Bangui et sa périphérie, le sud-ouest (Lobaye, Sanha-Mbaéré et Mambéré-Kadéï), le nord-ouest (Ombella Mpoko, Nana-Mambéré, Nana Bakassa, Paoua, Bocaranga, Bouca, Bossangoa), le sud-est (Basse-Koto et sud Mbomou), le Centre-est (Sibut, Bambari, Bria), le nord (Ndélé, Kaga Bandoro, Sibut).

Au total, 360 points de franchissement ont été inspectés comme le montre la carte plus bas. 16 ponts ont fait l'objet d'une recommandation d'aménagement avec installation de ponts Baileys. Les missions de diagnostic ont montré que dans certains cas, il était plus pertinent de réhabiliter des infrastructures existantes (platelage de pont, buses et pistes d'accès) plutôt que d'installer de nouveaux ponts. C'est le cas pour 56 autres sites, identifiés comme défectueux mais pour lesquels une solution de ponts Baileys n'est pas nécessaire ou ne peut être adaptée pour des raisons techniques. Il s'agit notamment de ponts dont les buses ou le platelage pourront être remplacés dans le cadre du projet. Entre 5 et 10 ponts supplémentaires ont été identifiés comme à réhabiliter par une infrastructure Bailey lors de la dernière mission sur l'axe Bouca- Bossangoa.



Un atelier de restitution de la cartographie et remise de la base de données au Ministère des Travaux Publics et Entretien Routier a été organisé le 20 novembre à Bangui avec l'ensemble des acteurs en présence. Cette base de données pourra appuyer l'élaboration d'une stratégie de maintenance des axes et points de franchissement dans

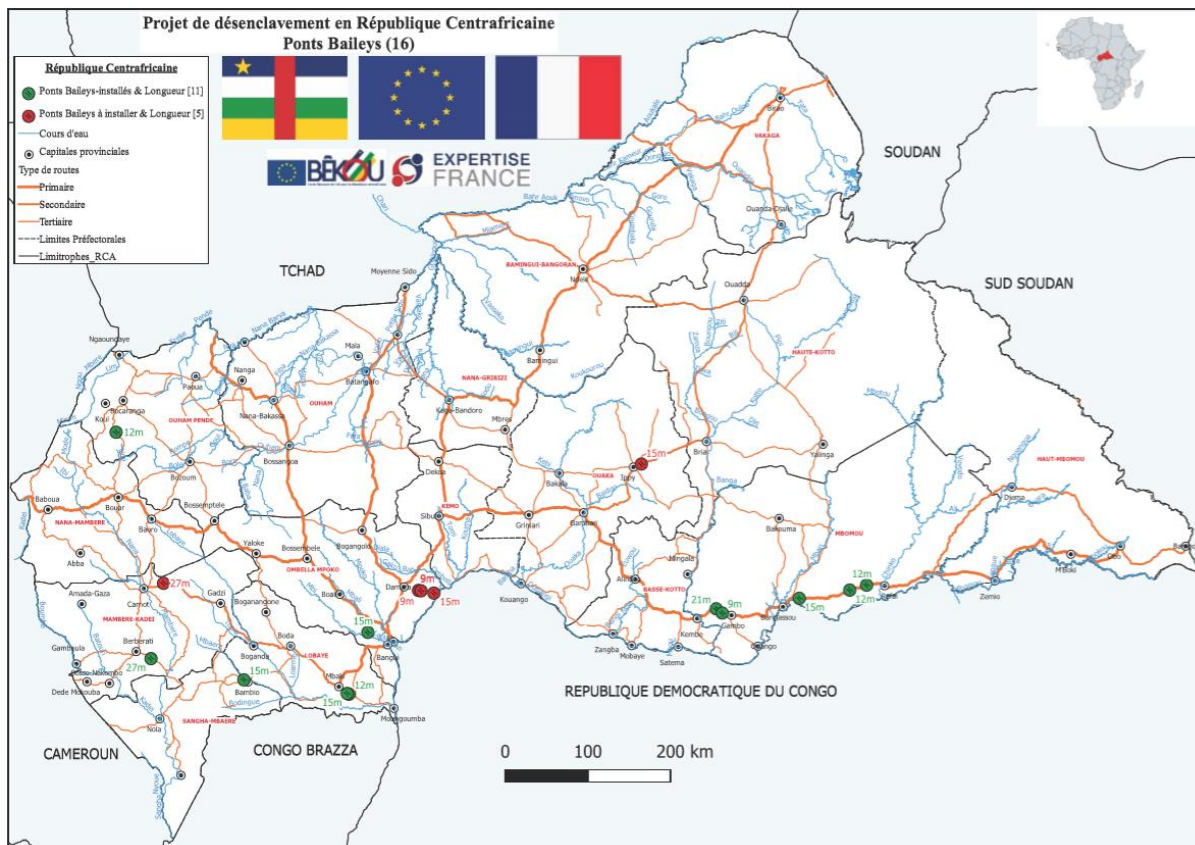
le pays contribuant au désenclavement territorial.

b. Installations :

Depuis 2018, l'équivalent de 396 ml de ponts « Baileys » et équipements d'installation cédés par la France ont été acheminés jusqu'à Bangui via le port de Douala.

À ce jour, 11 ponts ont été installés avec l'appui d'une section du bataillon du génie militaire centrafricain (FACA) et de la MINUSCA : deux ponts installés entre Bouchia et Mbaïki dans la préfecture de la Lobaye (fin avril début mai 2019), un pont installé à Lessé au nord de Bouar dans la préfecture de l'Ouham-Pendé fin juin début juillet 2019, un pont installé au PK14 dans la préfecture de l'Ombella-

Mpoko (début juillet 2019), cinq ponts installés dans le sud-est entre Bangassou et Rafaï et deux ponts dans le sud-ouest à Berberati (24m) et à Bambio (15m). Cinq ponts semi-définitifs par des travaux de réfection de platelage dans la Préfecture du Mbomou entre Bangassou et Rafaï ont été réhabilités.



Résultats clés – Projet de désenclavement		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
1 cartographie exhaustive est établie et présentée en COPIL	Cartographie réalisée	100%
Nombre de ponts installés	11	100%

❖ **Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV)**

Cette action a pour but principal d'augmenter le taux de couverture en eau potable et en assainissement de la République centrafricaine. Le projet est en ligne avec la Politique et Stratégie Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (PSNEA), qui constitue le cadre d'orientation du secteur.

La présente action vient compléter et renforcer les impacts des différents projets mis en œuvre dans le secteur par l'Union européenne, la Banque Africaine de Développement (BAD), et l'UNICEF.

Intervention immédiate d'appui à l'accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires

Le projet « Accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires en RCA », contracté le 12 avril 2018, est mis en œuvre par les ONG World Vision, Judepec (ONG nationale), Water for Good et Oxfam.

Son objectif global est d'augmenter le taux de couverture en eau potable et d'améliorer l'hygiène et l'assainissement dans les zones rurales des préfectures de Sangha-Mbaéré (sous-préfectures de Nola, Bayanga et Bambio), Ouham Pendé (Bocaranga, Kouï et Ngaoundaye, Paoua), Bamingui-Bangoran (Ndelé et Bamingui) et Vakaga (Birao). En plus de la construction de nouveaux forages, de latrines familiales, de l'aménagement d'autres points d'eau, il est prévu une composante de développement des compétences techniques pour les membres des communautés.

En 2020, 21 nouveaux forages ont été construits et 10 autres ont été réhabilités. De plus, cette année 34 sur 36 maçons prévus ont été formés sur les techniques de construction des latrines équipées de dalles SanPlat et des blocs latrines VIP à trois cabines, notamment dans les communes de Birao, Bocaranga, Kouï, Paoua, Ngaoundaye, Nola, Bayanga, Ndelé et Bambio. 50 blocs de latrines VIP à 3 cabines ont été construits, dont 22 dans des écoles, 11 dans des marchés, 4 dans un gare routière et 13 dans les FOSA.

Suite à l'étude d'impact, pour la mise en place des 10 sites de décharge d'ordure, finalisée début 2020, six sites d'ordure ont été construits. Le reste sera construit en 2021.

Par ailleurs, 20 clubs d'hygiène additionnels ont été créés et soutenus pendant cette année. Les activités d'autonomisation des comités de gestion des points d'eau (CGPE) se sont poursuivies ; au total 103 bureaux de CGPE sont redynamisés et mis en place pour un effectif total de 574 membres. Afin d'assurer la viabilité à long terme des infrastructures hydrauliques, les dix réparateurs artisans identifiés ont été formés et équipés en caisse à outil de maintenance des pompes à motricité humaine (PMH).

Confronté au COVID-19 et afin d'appuyer la lutte contre la pandémie, le projet a mis en œuvre plusieurs activités, comme la publication d'affiches et posters avec des messages spécifiques sur la prévention de la pandémie, le déploiement d'activités d'information et de sensibilisation au niveau des radios locaux et l'adaptation des messages de sensibilisation.

À noter que la situation sécuritaire dans les zones Bamingui, Ndele et Birao a entraîné des retards dans la mise en œuvre des activités et même une suspension de trois mois des activités.

Intervention structurante sur le moyen terme

La deuxième composante du programme a pour objectif d'améliorer les infrastructures d'eau et d'assainissement, ainsi que d'améliorer les capacités techniques et les moyens d'action de l'ANEA afin de mieux apporter son appui à la population centrafricaine. Une convention de délégation a été signée avec UNICEF en juillet 2018.

En juin, le Fonds Bêkou a augmenté de 2 000 000 euros le fonds alloué à ce projet et de 9 mois la durée de mise en œuvre. Il y eu également une extension de la zone d'intervention sur l'axe Bangui-Garouaboulaï et la périphérie de Bangui. Cette modification du contrat a permis de mettre en place des moyens nécessaires à réduire le risque de propagation du COVID 19.

En 2020, le projet a continué ses activités de construction et de réhabilitation des forages. Au total, 493 forages ont été réparés, 99 forages et 3 KBF ont été construits dès le début du projet. En parallèle, la construction des cabines de latrines dans des écoles et des FOSAS a été mise en œuvre dans toutes les zones d'intervention du projet. L'accompagnement des déclenchements des villages ATPC s'est poursuivi pendant toute l'année.

Les activités en collaboration avec l'ANEA ont connu une nouvelle dynamique. Au cours de la deuxième année de la mise en œuvre du projet, les TDRs pour le recrutement du consultant en charge de l'élaboration du business plan de l'ANEA ont été développés et validés par l'ANEA. Le recrutement d'un consultant pour la conduite de cette étude concomitamment avec l'étude de faisabilité de l'achat de la foreuse est en cours. En outre, plusieurs staffs des antennes ANEA ont été formés sur des questions diverses. Cependant, il est important de noter que le défi du transfert des ressources matérielles et financières de l'ANEA de Bangui vers le terrain a persisté en 2020. Cela a eu des conséquences notables sur l'implémentation des activités, notamment l'exécution des travaux.

Les activités liées à la riposte du COVID-19 comprennent 12 systèmes d'approvisionnement en eau d'urgence dans Bangui, plus de 60 stations publiques de lavage de mains à Bangui et dans l'arrière-pays, et l'organisation des sensibilisations sur les mesures barrières et sur les bonnes pratiques d'hygiène.

Résultats clés – Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Antennes ANEA opérationnelles pour la fourniture des services d'eau et d'assainissement en milieu rural	4	100%
Nombre de nouveaux forages construits	152	82%
Nombre de CGPE mis en place ou redynamisés	619	122%
Nombre de personnes ayant un accès régulier à l'eau potable pour les besoins de boisson, lavage des mains, nettoyage et désinfection	28 000	140%

❖ Programme de relèvement socioéconomique dans la zone sud-est de la RCA (RELSUDE)

Le Programme a été adopté en mai 2019 en accompagnement à l'accord de paix signé en février. L'objectif global de ce programme est de « renouveler le contrat social entre l'État et la population en accompagnement de l'accord de paix » à travers de quatre volets d'intervention :

- Volet 1 : Relance des dynamiques économiques
- Volet 2 : Réhabilitation et opérationnalisation des services sociaux de base
- Volet 3 : Promotion d'un environnement protecteur et apaisement des tensions sociales
- Volet 4 : Renforcement des capacités des autorités locales et des services décentralisés

Le programme vise plus de 200 000 bénéficiaires directs et sera axé sur le « nexus humanitaire – développement – paix ».

Relèvement du système de santé du district sanitaire du Haut-Mbomou dans la prise en charge des populations vulnérables

Sous le deuxième volet du programme, un projet d'appui au secteur de la santé dans le district sanitaire du Haut-Mbomou a été signé en 2019. Le contrat a été confié à ALIMA et lancé en début novembre 2019.

Le projet a été élaboré suite à une mission exploratoire menée par ALIMA, laquelle a permis d'établir l'état des lieux et d'identifier les besoins des formations sanitaires à Zémio et Obo. ALIMA met déjà en œuvre le projet de relèvement du système de santé dans le Haut-Mbomou.

Sur une durée de 30 mois, le projet prévoit principalement de réhabiliter les 2 hôpitaux d'Obo et Zémio et de leur permettre de fournir les soins de santé primaires à la population. La fragilité de la zone d'intervention nécessite un degré de substitution encore élevé, en raison de l'absence de capacités locales dans cette zone géographique fortement démunie et reculée. ALIMA estime néanmoins que cette approche humanitaire pourra intégrer rapidement un renforcement des capacités et un transfert des compétences vers le personnel de santé local.

La logique d'intervention s'alignera donc progressivement sur celle du programme Santé III, tout en reconnaissant que sur la durée du projet, le financement basé sur la performance ne sera pas pertinent dans le Haut-Mbomou.

Résultats clés – Relèvement du système de santé - Haut-Mbomou		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de consultations curatives prestées	13 481	20%
Nombre de bénéficiaires (femmes enceintes et enfants) de vaccinations dans le cadre du PEV (y compris les vaccinations PENTA)	528	36%
Nombre d'accouchements assistés	437	38%
Nombre de femmes visites CPN totales	1 016	38%

« I la tene ti to na mbongo » / « Tous ensemble pour le sud-est »

Le deuxième contrat a été signé le 17 décembre 2019. Il s'agit d'un appui multisectoriel, qui touche tous les autres éléments de l'action, et qui sera mis en œuvre par un consortium d'ONG internationales. ACTED, OXFAM, COOPI, CONCERN, Free Press Unlimited (FPU) et IMPACT Initiatives se sont réunies en consortium afin de renforcer de manière holistique les capacités de résilience des communautés du sud-est tout en consolidant la présence et le rôle des autorités locales. Le projet dispose d'un budget de 14.6 millions d'euros sur 30 mois reprend toutes les activités prévues dans le document d'action à l'exception du support au secteur de santé qui fait l'objet du contrat ci-dessus.

Le projet s'articule autour de 4 priorités, à savoir i) le renforcement de la relance économique ; ii) une amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement ; iii) la promotion de la réconciliation et de la protection au niveau communautaire ; et iv) l'appui aux autorités locales. De plus, afin de mieux adapter le projet aux besoins de la population, des rapports d'évaluation territoriale et des plans de relèvement seront produits pour chaque localité.

Le contexte sanitaire pandémique, qui a marqué la première année du projet, a entraîné des retards dans la mise en œuvre des activités. La particularité du contexte a fortement impacté les activités des partenaires du consortium durant le premier semestre du 2020, notamment les missions de diagnostic territorial AGORA. Finalement, le déploiement des équipes AGORA au mois de juin 2020 dans la Préfecture de la Ouaka a permis aux équipes de rencontrer un large panel d'acteurs dans les différentes localités ciblées aussi bien au niveau sous-préfectoral qu'au niveau préfectoral. Des missions diagnostiques pour le reste des volets d'intervention ont été également lancées.

Vu la situation sanitaire, une adaptation des activités a été jugée pertinente, notamment afin de prioriser les activités d'eau et d'assainissement. Pour cela, le consortium a mis en œuvre des activités ad-hoc, plus précisément l'installation des stations de lavage de mains et l'organisation des sensibilisations dans toute la zone d'intervention.

À noter que le projet a été également marquée par un contexte sécuritaire très volatile tout au long de l'année et en particulier dans le dernier trimestre 2020 qui a été marqué par différentes actions violentes de groupes armés dans la partie est de la zone du programme.

Résultats clés – Relèvement socio-économique		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de forages construits / réhabilités et fonctionnels sur la zone	8	5%
Nombre de plan de relèvement finalisés	4	19%
Nombre de jeunes qui ont amélioré leurs compétences techniques grâce à la formation suivie	0	0%
Nombre de jeunes bénéficiaires des activités THIMO	0	0%

❖ Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu urbain et rural (PAPEUR)

Le programme a été adopté par le Comité de Gestion du Fonds Bêkou en octobre 2019. Son objectif global est de soutenir le relèvement économique et la relance des secteurs productifs. Dans cette optique, il prévoit deux composantes :

- Une première composante qui consiste à promouvoir l'entrepreneuriat en milieu rural en s'appuyant notamment sur la professionnalisation des acteurs ruraux et leur structuration en coopératives autour de filières porteuses. Une attention particulière est mise sur l'aval des filières et sur les acteurs susceptibles d'apporter une plus-value par la transformation et la commercialisation.

- La deuxième composante de ce programme vise à consolider l'entrepreneuriat en milieu urbain et périurbain en capitalisant sur les acquis des projets en cours financés par le Fonds Bêkou.

La première composante mise en œuvre par le Centre du commerce international (ITC/CCI), a débuté en juin 2020. Il s'agit d'un programme de quatre ans pour un montant total de 11 800 000 EUR financé intégralement par le Fonds Bêkou, qui vise le renforcement de la productivité et de la compétitivité des filières porteuses que sont le maïs, l'huile de palme villageoise et le petit élevage. L'ITC va apporter une assistance technique tout au long de la chaîne de valeur agricole des filières prioritaires sélectionnées, de la production à la commercialisation/ transformation. Il appuiera la mécanisation et la modernisation de 60 coopératives de la Lobaye, Kemo et Ombella Mpoko. Tout en favorisant l'accès aux intrants agricoles et équipements, des formations techniques et le renforcement des capacités organisationnelles et entrepreneuriales permettront de professionnaliser ces organisations de producteurs. Le projet va également soutenir les acteurs du secteur privé de la transformation en s'appuyant sur l'approche de « l'agriculture contractuelle ». Dans le cadre du volet PAPEUR-rural, 30 contrats devraient être signés entre les coopératives soutenues par le projet et les transformateurs. Afin d'améliorer le climat des investissements dans l'agriculture et de faciliter les partenariats stratégiques entre le secteur privé et public, PAPEUR-rural appuiera également des réformes de la réglementation du secteur agricole. 12 000 producteurs devraient être appuyés 42 720 emplois salariés créés, et 7 500 personnes mobilisées pour réaliser des ouvrages en THIMO (Travaux d'Haute Intensité de Main d'œuvre). Au total le projet devrait profiter à 210 000 bénéficiaires indirects.

Le programme a été lancé officiellement par les plus hautes autorités du pays lors d'une cérémonie qui s'est tenue à Sibut le 29 novembre 2020. Durant le second semestre 2020, les premières activités ont été menées bien que la situation liée à la pandémie de la COVID-19 ait entraîné un retard, notamment :

- Le partenariat entre l'ITC et la Conférence Panafricaine Coopérative (CPC) a été formalisé et est désormais opérationnel.
- Le bureau local ITC à Bangui a été mis en place et le recrutement du chef du programme initié en septembre a été finalisé en décembre.
- Le processus d'acquisition des équipements agricoles lourds du programme a été initié par ITC.

Résultats clés – PAPEUR (milieu rural)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre des petits exploitants atteints avec les interventions soutenues par le FF dans le but d'augmenter leur production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité du terrain	0	0%
Nombre de contrats signés entre les coopératives productrices et les acteurs de la transformation	0	0%
Nombre des réunions de concertations	0	0%

public-privé - visant à améliorer le climat des investissements - organisés		
---	--	--

Concernant la composante urbaine et périurbaine, un contrat sera finalisé avec les ONG DRC et COOPI sur la base d'une attribution directe qui avait été décidé lors du Comité de gestion d'octobre 2019. Le montant total de cette action financée intégralement par le Fonds Békou est de 2 900 000 EUR.

En effet, cette nouvelle action devait s'appuyer sur les acquis de deux importants projets financés par le Fonds Bekou et qui sont arrivés à terme entre avril et mai 2020. Il s'agit des projets suivants : « Fini Bangondo Ti Mai (Nouvelle vision pour le développement) », financé dans le cadre de la Fiche d'Action « Relance économique » et le « Projet d'appui à la relance des filières de l'élevage urbain et périurbain en République Centrafricaine » / PARFEC, financé dans le cadre de la Fiche d'action "Programme d'appui à la production alimentaire " approuvé le 18/12/2014.

Ces projets avaient plusieurs éléments en commun : ils étaient bâtis sur une approche LRRD et ont proposés des actions innovantes. Ils ont travaillé sur plusieurs filières communes (aviculture : production d'œufs et volaille) et ont développé une même approche pour la mobilisation de l'épargne via les AVEC. Ils ont apporté des compétences entrepreneuriales et organisationnelles et surtout des « services et facilités » aux acteurs économiques locaux (microfinance, intrants, centres commerciales, etc...), ont beaucoup investi sur le renforcement des capacités techniques, organisationnelles des acteurs locaux (associations, coopératives, structures faitières, ONG locales etc...). Enfin, leur zone de mise œuvre était principalement Bangui et sa périphérie et leurs activités ont pris fin en même temps.

Par conséquent, basé sur le principe de continuité, le programme PAPEUR d'une durée de 30 mois appuiera cinq faitières (éleveurs de porc - ANEP, aviculteurs - ANGAC, pisciculteurs - FNAPAC, artisans - FEGACA et maraichers) et s'assurera de la fonctionnalité des stations de services avicoles, porcins et piscicoles. Il fournira un accompagnement de proximité aux 2 000 AEL ciblés et les aidera notamment à introduire des dossiers de demandes de crédit notamment auprès des établissements de microfinance. L'instauration d'un microfonds de garantie devrait aussi faciliter l'accès des AEL aux services financiers nécessaires au développement de leurs activités.

❖ Programme d'appui au développement rural - Ouvrir des perspectives d'avenir - Mungo légué ti kékéréké

Ce programme d'appui au développement rural a été adopté en mars 2020 et le processus de contractualisation a été finalisé en octobre. Le programme est mis en œuvre par L'Agence Belge de développement (Enabel), pour une durée de 48 mois et un budget de près de 18 000 000 EUR.

L'action contribue au troisième pilier du RCPCA et, en ligne avec ce Plan, elle vise à établir des pôles de services (agropoles) pour le développement d'activités à vocations agricoles et/ou d'élevage, basés sur l'accès aux services de formation, à l'énergie et d'appui à l'entrepreneuriat afin de soutenir un développement économique local, durable et inclusif. L'action se rattache également au troisième pilier du Plan Indicatif National (PIN) 2017 – 2021, pilier dédié à l'appui et la promotion du secteur agropastoral en favorisant une dynamique de croissance durable et de création d'emplois.

L'objectif général de l'action est la relance de la dynamique socio-économique, objectif à réaliser principalement par le biais d'une augmentation des activités de production et de transformation agricoles locales. L'action s'inscrit dans une logique de complémentarité avec d'autres actions financées par le Fonds Bêkou, notamment le programme de résilience rural et création d'emplois et les différentes interventions d'appui à la relance du secteur agropastoral.

Le programme prévoit la mise en place d'agropoles multifonctionnelles dans des centres ruraux et péri-urbains. Il prévoit également d'offrir des solutions adaptées et flexibles en matière de formation, d'accès à des services énergétiques, de technologie et d'accès au crédit. C'est le concept d'agropole qui sous-tend l'action. L'offre de ces structures va au-delà de la formation en compétences techniques ; elles offriront également un accompagnement psycho social, des compétences non-techniques (*soft skills*) et des compétences numériques (*digital skills*). Cette approche est encore nouvelle en RCA et l'action jouera donc un rôle de précurseur. Il s'agit d'une action innovatrice qui soutiendra une véritable dynamique de croissance socio-économique durable.

Les bénéficiaires directs du programme sont des jeunes qui projettent de se diriger vers un métier en milieu rural ainsi que les jeunes artisans et producteurs agropastoraux issus des structures qui gravitent autour des centres de formation et des agropoles. En totale 86.500 personnes bénéficieront directement de l'action et, sachant que l'action est mise en œuvre dans la partie la plus peuplée du pays et en estimant qu'environ la moitié de la population des préfectures concernées sera touchée, le nombre des bénéficiaires indirects est estimé à 1.000.000 de personnes. Une fois de plus, ces cibles démontrent l'importance et l'ambition de ce programme pour la relance du secteur agropastoral centrafricain.

L'action va intervenir dans les zones plus stables du pays et/ou à fort potentiel de développement agricole. L'action se concentrera sur un maximum de 8 agropoles. Cinq zones ont déjà pu être identifiées en phase de formulation. Il s'agit de : Bangui, Bouar, Bozoum, Bossangoa et Sibut. À cause des mesures prises par le gouvernement centrafricain en réponse à la pandémie de COVID-19, les dernières missions de terrain de la phase de formulation, nécessaires à finaliser l'identification des sites d'intervention, n'ont pas eu lieu.

Nonobstant les difficultés liées à la pandémie et à la période électorale, le programme a bien démarré en novembre 2020 avec le recrutement du personnel international et national et l'installation du staff à Bangui. Dans cette phase de démarrage l'action a commencé, depuis la capitale, à étudier davantage les besoins des différents sites ciblés et à finaliser l'analyse pour sélectionner des éventuelles zones d'intervention supplémentaires. À cet égard les sites de Paoua, Boali et Pissa sont analysés en priorité.

a) Pour l'Objectif Spécifique 2

Cet objectif spécifique vise à réhabiliter et améliorer les bâtiments et les services de base, et à proposer des modèles énergétiques fiables, durables et propres pouvant soutenir le développement des activités de formation, d'insertion professionnelle des agropoles multifonctionnelles, ainsi que la promotion de l'activité économique des communautés environnantes.

Phase 1 0-12 mois	2.1 Des centres de formation professionnelle sont réhabilités en parallèle au cœur des agropôles ciblés 2.6 Les infrastructures des agropoles sont sécurisées et gérées de manière durable à travers de modèles adaptés aux contextes d'intervention (axe transversale)
----------------------	--

Cette activité consiste à réaliser des études de faisabilité pour la réhabilitation et l'amélioration des infrastructures existantes auprès des agropoles cibles.

• **Activité 2.1.2 : Assurer la démarche administrative pour la passation de la propriété des infrastructures**

Une étape clé avant de s'engager dans toute étape de réhabilitation, extension et/ou amélioration des infrastructures consistera dans l'identification de la propriété des acteurs concernés et des contrats de gestion, le cas échéant, des infrastructures et des terrains concernés, et qui différera au cas par cas. Une fois cette activité achevée, il conviendra de s'assurer de bien identifier et se conformer aux démarches administratives nécessaires à la réalisation des travaux de réhabilitation et s'éviter ainsi tout blocage administratif et/ou politique à ce niveau par la suite.

❖ **Programme d'appui au déploiement de la Protection Civile centrafricaine**

La fiche d'action « Programme d'appui au déploiement de la Protection Civile centrafricaine (Secours d'urgence aux personnes, lutte contre les incendies urbains, secours routiers, sauvetage en hauteur et excavation, pandémies) » a été adoptée lors de la réunion du comité de gestion du 11 décembre 2020.

Ce nouveau programme à l'initiative de la France a pour objectif général de « contribuer à la réduction des risques, ainsi qu'à la gestion des éventuelles catastrophes et autres crises ». D'une durée indicative de 30 mois et d'un budget de 4 000 000 EUR, le projet sera mis en œuvre par Expertise France.

Les activités seront mises en œuvre autour de trois composantes : i) infrastructurelle - une École Nationale de Protection Civile Centrafricaine (ENPCC) sera construite. Elle œuvrera à la formation des sapeurs-pompiers. Des Centres d'Incendie Secours (CIS) seront mis en place dans les arrondissements et communes du Grand Bangui qui n'en disposent pas; ii) humaine - 135 nouveaux Sapeurs-pompiers volontaires seront recrutés, 20 moniteurs/instructeurs rattachés à l'ENPCC seront formés et pourront à leur tour renforcer les capacités des sapeurs-pompiers ; iii) opérationnelle - des véhicules et des équipements seront fournis aux cinq nouveaux CIS.

Le nouveau programme s'inscrit directement dans le cadre des actions prioritaires du Plan National de Développement de la Protection Civile centrafricaine. Il contribue à la résilience de l'État en facilitant la réponse du Gouvernement aux situations de crises et de catastrophes. Il renforce également la résilience des communautés en permettant l'accès de la population aux services de base (secourisme, lutte contre les feux urbains, secours routiers...) et en offrant des opportunités à des jeunes désœuvrés/ex-combattants de se réintégrer au sein de la société centrafricaine.

2.3 Suivi et évaluation

2.3.1 Cadre de Résultats

Dans son rapport spécial¹⁴ (publié en octobre 2017), la Cour des comptes a recommandé l'identification d'objectifs SMART pour le Fonds Bêkou avec des indicateurs correspondants. L'objet de cette recommandation est de pouvoir suivre et démontrer les résultats obtenus par secteurs d'intervention ainsi que l'impact au niveau du Fonds.

Le Cadre de Résultats identifiant la chaîne de résultats et reprenant tous les indicateurs importants des projets individuels a été approuvé par le Comité de Gestion le 30 novembre 2018. Le Cadre de Résultats est alimenté par des bases des données internationales et nationales (notamment au niveau de l'impact et de résultats) et des cadres logiques des projets mis en œuvre par le Fonds Bêkou (notamment au niveau d'extrants).

Comme prévu, une mise à jour sur l'avancement de ses indicateurs est partagée avec les membres du Comité de Gestion du Fonds Bêkou chaque semestre.

Il est à noter que la crise COVID-19 et les défis sécuritaires liés aux élections présidentielles du décembre, qui ont eu un impact direct sur la mise en œuvre des projets, ont également impacté les capacités de suivi des partenaires. En outre, ces circonstances ont créé des problèmes majeurs à la collecte et la vérification des données opérationnelles et financières.

¹⁴ Rapport spécial n° 11/2017: Le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE pour la République centrafricaine: un début chargé d'espoir malgré quelques insuffisances, <https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=41726>

RESULTATS PREVUS		INDICATEURS	ETAT D'AVANCEMENT	VALEUR CIBLE	%	MOYENS DE VERIFICATION
OBJECTIF GENERAL	SDG					
Améliorer la stabilisation et la reconstruction de la République Centrafricaine et renforcer la résilience de la population	10	Nombre de réfugiés et demandeurs d'asile sous la responsabilité du HCR par situation	592 129	N/a	N/a	Les statistiques du HCR et/ou des études (Oct. 2018)
	2	Valeur ajoutée de l'agriculture en % du PIB	33,9%	N/a	N/a	Données WDI data (2017)
	1	Proportion de la population se trouvant en dessous du seuil international de pauvreté	51%	N/a	N/a	Données Banque Mondiale (2008)
	16	Nombre de victimes d'homicide intentionnel par 100,000 de population	20	N/a	N/a	Données Banque Mondiale (2016)
OBJECTIF SPECIFIQUE 1: RETABLIR LES SERVICES DE BASE ET RENFORCER LE REDEPLOIEMENT DE L'ETAT	1, 2, 3, 6, 16	Le taux de mortalité d'enfants de moins de cinq ans (sur 1,000)	121,5	N/a	N/a	Base des données des indicateurs ODD (2017)
		Le taux de mortalité maternelle (sur 100,000)	882	N/a	N/a	UNSD MDG base des données (2015)
		Nombre de personnes qui ont accès à l'approvisionnement en eau amélioré et/ou installations sanitaires	381 830	265 000	144%	Cadre logique - projets/ Base des données nationale
		ACDA et ANDE fonctionnelles sur le terrain pour effectuer la vulgarisation	N/a	N/a	N/a	Base des données nationale
1.1 Qualité et quantité améliorées de services de base de santé	3	Nombre de consultations médicales fournies avec l'appui du FF	4 850 518	6 418 289	76%	Cadre logique - projets
	3	Nombre d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié avec l'appui du FF	223 864	541 750	93%	Cadre logique - projets

1.2 Qualité et quantité améliorées de services de base d'eau et d'assainissement	6	Nombre des points d'eau (y compris forages) construit/réhabilités	827	625	132%	Cadre logique - projets
1.3 Pratiques agricoles améliorées	2	Nombre des groupes agricoles, producteurs des semences, agriculteurs et jardiniers formés et équipés avec des kits	3 936	4352	90%	Cadre logique - projets
	2	Nombre des vaccinations d'animaux avec l'appui du FF	2 035 438	2 098 390	97%	Cadre logique - projets
	2	Nombre des petits exploitants atteints avec les interventions soutenues par le FF dans le but d'augmenter leur production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité du terrain	876 981	1 404 322	63%	Cadre logique - projets
	2	Nombre d'AGR appuyées	19 822	8 416	236%	Cadre logique - projets
1.4 La capacité renforcée de l'État de fournir des services de qualité à leurs citoyens	1	Nombre des structures/institutions publiques (y compris les ministères) qui ont été appuyées par des activités de renforcement des capacités avec le soutien du FF	258	246	105%	Cadre logique - projets
1.5 La capacité renforcée de la société civile pour l'appui aux communautés locales	16	Nombre d'organisations communautaires/ de la société civile qui ont été appuyées par des activités de renforcement des capacités avec le soutien du FF	971	799	122%	Cadre logique - projets
OBJECTIF SPECIFIQUE 2: PROMOUVOIR LA COHESION SOCIALE	5, 8, 10, 16	Pourcentage de l'audience de la Radio Ndeke Luka qui ont une meilleure compréhension de la situation actuelle en RCA et qui ont les informations/moyens nécessaires pour participer au dialogue public	> 50% (sur un audience des 2.000.000 personnes)	> 50% (sur un audience des 2.000.000 personnes)	100%	Cadre logique - projets
		Nombre des femmes/jeunes filles qui ont été autonomisées dans leur intégration sociale et économique	67 618	N/a	N/a	Cadre logique - projets

2.1 La prévention de conflit renforcée	16	Nombre de personnes qui ont bénéficié directement des interventions appuyées par l'UE visant spécifiquement à soutenir le <i>peace-building</i> civil post-conflit et/ou la prévention de conflit	121 044	93 938	129%	Cadre logique - projets
2.2 Les déplacés internes et réfugiés réintégrés dans les communautés locales	10	Nombre de réfugiés, déplacés forcés ou personnes des communautés hôtes qui ont été protégés ou assistés avec l'appui du FF	44 564	71 797	62%	Cadre logique - projets
2.3 Les médias locaux renforcés et indépendants	16	Nombre des radio émetteurs	7	7	100%	Cadre logique - projets
	16	Nombre de médias directement appuyés par le FF	21	19	111%	Cadre logique - projets
OBJECTIF SPECIFIQUE 3: RETABLISSEMENT DU SECTEUR ECONOMIQUE ET PRODUCTIF	8, 9, 11					
3.1 Opportunités de VET/développement de compétences augmentés	8	Nombre de personnes qui ont bénéficié des VET/interventions de développement des compétences sur base institutionnelle ou professionnelle appuyé par le FF	120 116	93 439	129%	Cadre logique - projets
	8	Nombre de jeunes/personnes de groupes vulnérables qui travaillent aux THIMO	9 200	13 027	71%	Cadre logique - projets
3.2 Le développement du secteur privé promu	8	Nombre de bénéficiaires (individus) avec l'accès aux services financiers avec l'appui du FF	10 034	7 575	132%	Cadre logique - projets
3.3 L'infrastructure réparée et/ou construite	9	Nombre de ponts construits avec l'appui du FF	11	11	100%	Cadre logique - projets
	11	Nombre d'espaces publics/bâtiments réparés avec l'appui du FF	541	399	136%	Cadre logique - projets

2.3.2 Revues de suivi axé sur les résultats

Depuis 2016, les projets du Fonds Bêkou bénéficient du suivi basé sur les résultats (ROM – *Results Oriented Monitoring*), module commun aux DG DEVCO, DG NEAR, et aux Délégations de l'Union européenne.

En 2018 et 2019, à cause du contexte sécuritaire précaire en RCA, une seule mission ROM a pu être effectuée. Cependant, l'amélioration du contexte sécuritaire dans certaines régions du pays, combinée à la mise en place du nouveau contrat cadre de la Commission, nous a permis de reprendre rapidement reprendre nos activités de monitoring (ROM).

Au cours du premier semestre de 2020, neuf revues ROM (14 projets) ont été finalisées. Cinq autres revues ROM ont été prévues pour 2020 (10 projets), mais le contexte sanitaire a eu un impact direct sur la planification des missions sur le terrain. Le Fonds Bêkou a avancé avec trois revues sur cinq (8 projets), puisque deux revues sont devenues moins pertinentes entre-temps, car les projets étaient déjà dans leur dernière phase de mise en œuvre.

2.3.3 Évaluations

L'évaluation finale/ ex-post du programme Genre (phases I et II) a été contractée au début de l'année 2020. Après la phase documentaire, la mission a été suspendue en raison de l'impossibilité pour les experts internationaux de voyager en RCA. Bien que la pandémie de Covid-19 ait continué de sévir et malgré les risques sécuritaires liées aux élections, l'évaluation a été relancée à la mi-novembre, avec une méthodologie adaptée aux contraintes. Ainsi, la phase de terrain s'est principalement déroulée à distance, avec l'appui d'un consultant local. Les résultats de l'évaluation seront disponibles mi-février 2021 et alimenteront les projets de la troisième phase du programme Genre, dont la signature est prévue au premier trimestre 2021.

2.4 Capitalisation des acquis

En mars 2020, le groupe de recherche « Urgence Réhabilitation Développement » (URD) a été sélectionné pour réaliser une étude de capitalisation sur le Fonds Bêkou et organiser un atelier d'échange à Bangui. La pandémie de COVID-19 a affecté le calendrier initial qui prévoyait un travail documentaire début 2020, une mission de terrain en avril et la tenue de l'atelier en juin.

Dans un premier temps, l'expert François Grünwald a mené à distance, avec les différentes parties prenantes, des entretiens individuels et des téléconférences collectives. Il a également diffusé à destination des partenaires financés un questionnaire. Ensuite, en octobre/novembre 2020, il a passé deux semaines à Bangui pour poursuivre ses recherches. À cette occasion, l'expert a rencontré les différents partenaires techniques et financiers, et notamment les autorités centrafricaines dont le Ministre du Plan. Il a également pu échanger avec différents bénéficiaires des projets financés par le Fonds Bêkou lors de ses visites sur le terrain. Depuis, le rapport est en phase de finalisation.

2.5 Communication et visibilité

Bien que certaines activités de communication n'aient pas pu être menées en raison de la pandémie de COVID-19, un accent important a été mis sur la communication et la visibilité tout au long de l'année.

- Nouveaux matériels de communication de l'équipe Bêkou

La visibilité digitale a été renforcée à l'occasion du lancement du nouveau site internet de la direction générale du développement et de la coopération

(EuropeAid). Une page de présentation du Fonds Bêkou a été créée et chaque mois, un témoignage/ « story » a été publié. Dix projets soutenus par le Fonds ont ainsi été valorisés. En outre, plusieurs posts mensuels ont été publiés sur la page Facebook de la Délégation de l'Union européenne.

En collaboration avec l'Alliance Française de Bangui, un documentaire d'une vingtaine de minutes est en préparation. Il présente l'action du Fonds Bêkou en matière de cohésion sociale, son soutien à l'accès de la population aux services de base et son appui à la relance économique. Sur la base de ce documentaire, il est envisagé de produire un teaser de quelques minutes pour diffusion sur les réseaux sociaux.

La réponse au COVID-19 a été largement promue. Une fiche d'information a été rédigée présentant concrètement les actions menées sur le terrain (sensibilisation sur les gestes barrières, installations de stations de lavage de mains, formation des personnels de santé, etc.). Des capsules vidéos ont été réalisées sur le projet de coopérative éphémère, qui a vu la production et la distribution de 50 000 masques artisanaux Bêkou aux commerçants et chauffeurs de taxi/bus de la ville de Bimbo.

- Actions de visibilité menées par les projets

Pour appuyer les projets dans leurs efforts de communication, les indications de visibilité du Fonds Bêkou ont été actualisées ainsi que le canevas du plan de communication et de visibilité qui doit être soumis par chaque projet au moment de la contractualisation.

Les partenaires du Fonds Bêkou ont mené avec succès différentes activités de communication que ce soit à travers l'organisation d'évènements (i.e. inauguration de la maison de l'espoir dans le cadre du programme genre, évènement de lancement du projet PAPEUR rural avec le ITC, atelier de restitution de la cartographie des points de franchissement par Expertise France, etc.) et par la production de nouveaux outils (i.e. films sur le projet P4P du PAM, plaquette de présentation du nouveau programme RELSUDE, etc.).

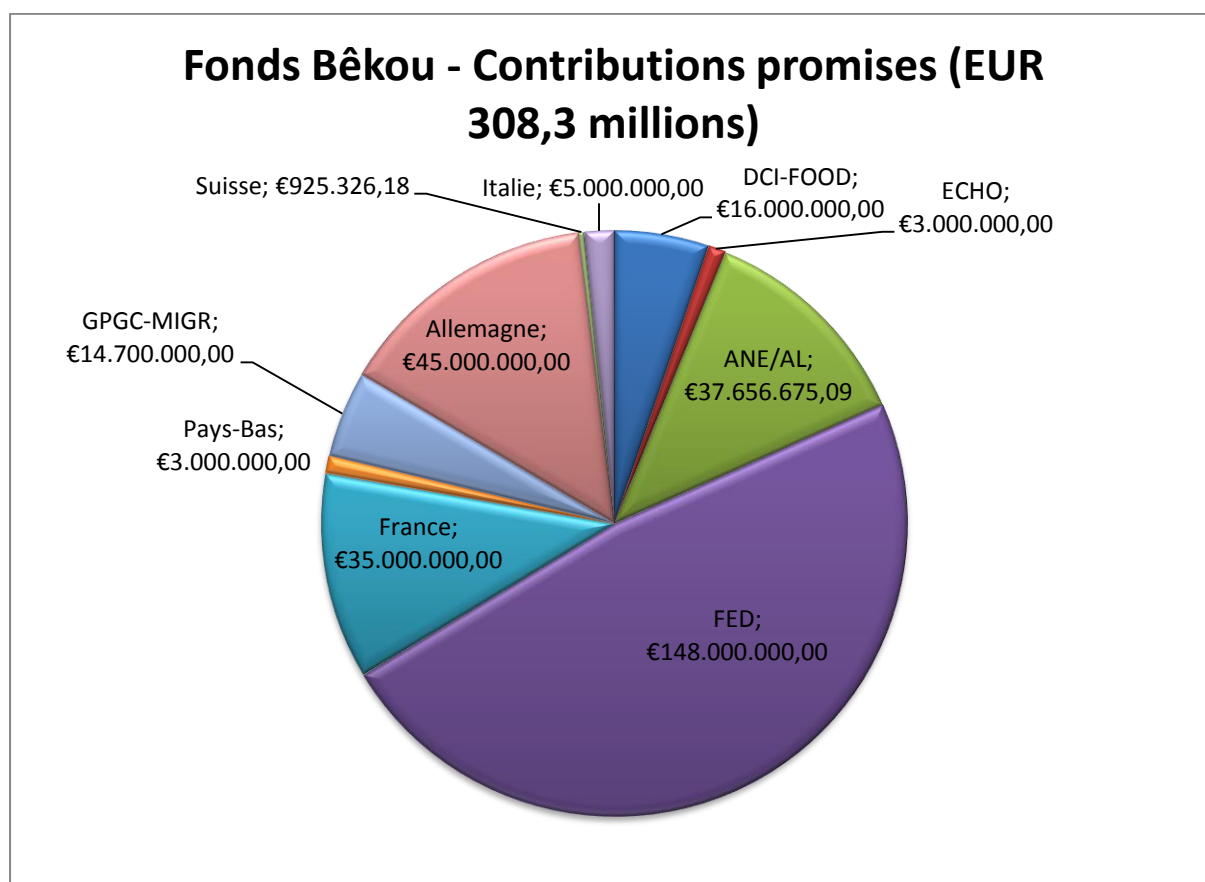
3. RAPPORT FINANCIER

3.1 Montants promis et reçus

En 2020, les contributeurs du Fonds Bêkou se sont engagés pour un montant de contributions dépassant les 308 millions d'euros, ce qui représente une augmentation d'un peu moins de 13 millions d'euros par rapport au total des promesses de contributions fin 2019.

Ces promesses de contributions se sont concrétisées partiellement: un peu plus de 307 millions d'euros ont été confirmés par un certificat de contribution, contre 1 millions d'euros en attente de certificat.

Le graphique ci-dessous montre la ventilation des contributions promises par contributeur.



Le tableau ci-dessous montre la ventilation entre contributions promises, certifiées et payées ainsi que les montants des crédits (opérationnels et administratifs) d'engagement et de paiement (avec les intérêts perçus et les montants récupérés suite à des ordres de recouvrement (OR) pour dépenses inéligibles jusqu'à la fin de 2020).

Contributeurs	Contributions promises	Contributions certifiées	Autres	Contributions payées
UE - ANE/AL 2014-2019	€37 656 675,09	€37 656 675,09		€24 332 543,09
UE - DCI-FOOD 2014-2017	€16 000 000,00	€16 000 000,00		€16 000 000,00
UE - GPGC-MIGR	€14 700 000,00	€14 700 000,00		€14 700 000,00
UE - ECHO	€3 000 000,00	€3 000 000,00		€3 000 000,00
UE - FED	€148 000 000,00	€148 000 000,00		€68 000 000,00
DE	€45 000 000,00	€45 000 000,00		€35 000 000,00
FR	€35 000 000,00	€35 000 000,00		€35 000 000,00
IT	€5 000 000,00	€4 000 000,00		€4 000 000,00
NL	€3 000 000,00	€3 000 000,00		€3 000 000,00
CH	€925 326,18	€925 326,18		€925 326,18
TOTAL	€308 282 001,27	€307 282 001,27		€203 957 869,27
TOTAL INTERETS			€102 493,51	
TOTAL OR			€192 676,34	
<u>Total crédits d'engagement reçus (opérationnels & administratifs - intérêts + OR inclus)</u> ¹⁵		€297 098 382,11		
Total crédits d'engagement reçus (opérationnels - intérêts + OR inclus)		€284 061 482,09		
Total crédits d'engagement reçus (administratifs - intérêts + OR inclus)		€13 036 900,02		
<u>Total crédits de paiement reçus (opérationnels & administratifs - intérêts + OR inclus)</u>				€204 253 039,12
Total crédits de paiement reçus (opérationnels - intérêts + OR inclus)				€194 920 283,21
Total crédits de paiement (administratifs - intérêts + OR inclus)				€9 332 795,91

Le tableau ci-dessous montre la ventilation entre contributions promises, certifiées et à recevoir.

¹⁵ Il faut noter que ce montant ne comprend pas les 10 MEUR de la contribution de l'Allemagne qui ne sera payée que début 2021 ni la dernière contribution du ANE/AL de 478 789 EUR dont le certificat date de fin décembre mais qui n'a été transmis que début 2021.

Contributeurs	Montants promis	Certificats	Montants certifiés	à recevoir
ANE/AL 2014	€10 669 756,54	OUI	€10 669 756,54	
ANE/AL 2015 (DEVCO)	€8 552 672,12	OUI	€8 552 672,12	
ANE/AL 2015 (NEAR)	€1 990 000,00	OUI	€1 990 000,00	
ANE/AL 2015 (DEVCO)	€3 120 114,43	OUI	€3 120 114,43	
ANE/AL 2016	€2 589 060,05	OUI	€2 589 060,05	
ANE/AL 2017	€2 180 499,51	OUI	€2 180 499,51	
ANE/AL 2018	€2 414 783,44	OUI	€2 414 783,44	
ANE/AL 2018-2019	€5 661 000,00	OUI	€5 661 000,00	
ANE/AL 2019	€478 789	OUI	€478 789	
DCI-FOOD 2014	€10 000 000,00	OUI	€10 000 000,00	
DCI-FOOD 2016	€3 000 000,00	OUI	€3 000 000,00	
DCI-FOOD 2017	€3 000 000,00	OUI	€3 000 000,00	
GPGC-MIGR	€14 700 000,00	OUI	€14 700 000,00	
ECHO - 1	€2 000 000,00	OUI	€2 000 000,00	
ECHO - 2	€1 000 000,00	OUI	€1 000 000,00	
Sous-total BUDGET UE (TU1)	€71 356 675,09		€71 356 675,09	€0,00
Bridging Facility	€39 000 000,00	OUI	€39 000 000,00	
PIR	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
OMD	€9 000 000,00	OUI	€9 000 000,00	
RESERVE	€15 000 000,00	OUI	€15 000 000,00	
PIN 11ème FED	€45 000 000,00	OUI	€45 000 000,00	
PIN 11ème FED	€9 000 000,00	OUI	€9 000 000,00	
PIN 11ème FED	€26 000 000,00	OUI	€26 000 000,00	
Sous-total FED (TU3)	€148 000 000,00		€148 000 000,00	€0,00
ALLEMAGNE - 1	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
ALLEMAGNE - 2	€10 000 000,00	OUI	€10 000 000,00	
ALLEMAGNE - 3	€15 000 000,00	OUI	€15 000 000,00	
ALLEMAGNE - 4	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
ALLEMAGNE - 5	€10 000 000,00	OUI	€10 000 000,00	
FRANCE - 1	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 2	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 3	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 4	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 5	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 6	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 7	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
PAYS BAS	€3 000 000,00	OUI	€3 000 000,00	
ITALIE - 1	€1 000 000,00	OUI	€1 000 000,00	
ITALIE - 2	€1 000 000,00	OUI	€1 000 000,00	
ITALIE - 3	€1 000 000,00	OUI	€1 000 000,00	
ITALIE - 4	€1 000 000,00	OUI	€1 000 000,00	
ITALIE - 5	€1 000 000,00	NON		€1 000 000,00
SUISSE	€925 326,18	OUI	€925 326,18	
Sous-total EXTERNE (TU5)	€88 925 326,18		€87 925 326,18	€1 000 000,00
GRAND TOTAL	€308 282 001,27		€307 282 001,27	€1 000 000,00

3.2 Montants payés

En 2020, un peu plus de 46 millions d'euros ont été décaissés. Ce montant vient s'ajouter aux paiements précédents pour atteindre un total décaissé de presque 197 millions d'euros depuis le lancement du Fonds Bêkou.

Le tableau ci-dessous montre le montant des paiements en 2020 par type de ligne budgétaire.

Ligne budgétaire	Montant des paiements
Dépenses administratives	4.310.522
Société civile, autorié locale	2.191.520
Education	3.213.894
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	5.493.876
Egalité des sexes	488.559
Santé	12.503.550
Dépenses opérationnelles horizontales	159.685
Aide humanitaire (réponse d'urgence)	2.909.111
Infrastructure	4.670.000
Développement du secteur privé	6.481.863
Eau & sanitation	3.737.817
Total	46.160.396

Le tableau ci-dessous montre la part des préfinancements et des dépenses réelles (dépenses justifiées et approuvées) par type de contrat/mode de gestion pour les paiements en 2020.

	TOUS paiements		Préfinancements		Apurements		Dépenses réelles	
	A		B		C		D = A - B + C	
	Montant (EUR)	%	Montant (EUR)	%	Montant (EUR)	%	Montant (EUR)	%
Dépenses administratives	4.310.522,37	9%					4.310.522,37	16%
Subventions en gestion directe	19.959.703,59	43%	19.520.633,63	48%	13.587.333,88	64%	14.026.403,84	52%
Gestion indirecte avec les agences de développement	11.953.732,00	26%	11.768.732,00	29%	3.963.484,78	19%	4.148.484,78	15%
Gestion indirecte avec les organisations internationales	9.019.867,04	20%	9.019.867,04	22%	3.501.900,97	16%	3.501.900,97	13%
Marchés en gestion directe	916.571,39	2%	239.262,20	1%	254.381,83	1%	931.691,02	3%
Total	46.160.396,39	100%	40.548.494,87	100%	21.307.101,46	100%	26.919.002,98	100%

3.3 Bénéficiaires et montants contractualisés

En 2020, le Fonds Bêkou a conclu 7 nouveaux contrats (y compris 1 contrat de vérification financière) pour un montant total de 32.5 millions d'euros. Ces contrats ont été conclus dans le cadre des programmes suivants: évaluation des programmes Genre I et Genre II, PAPEUR, programme d'appui à la réconciliation et la paix, programme d'appui au développement rural et dans le cadre de la facilité d'assistance technique et de communication.

En 2020, le Fonds Bêkou a approuvé l'augmentation du budget de certaines subventions déjà attribuées lors d'années précédentes. En particulier, la subvention déjà attribuée en 2018 à CUAMM dans le cadre du programme Santé II a été augmentée de 220 000 EUR, les subventions déjà attribuées en 2018 à dans le cadre du programme Santé III ont été augmentée pour Cordaid de 80 000 EUR, pour ALIMA de 3 600 000 EUR, pour IMC de 4 160 000 EUR, pour PUI de presque 7 950 000 et pour CRf de 1 790 000 EUR. Le Fonds Bêkou a aussi approuvé l'augmentation du budget d'autres contrats: le contrat de services à Sogerom pour un 3^{ème} assistant technique auprès d'autres ministères membres du comité de coordination du secteur rural en RCA a été augmenté d'un montant de 608 610 EUR et la convention de délégation signée avec l'UNICEF dans le cadre du PEPEV a été augmentée de 2 000 000 EUR.

La liste de tous les contrats signés depuis le lancement du Fonds Bêkou, y inclus le nom de l'organisation bénéficiaire, le montant contractualisé ou final et l'année de signature du contrat, est l'objet du tableau ci-dessous.

Contrats 2014-2019				
Réf.	Titre	Bénéficiaire	Montant contractualisé ou final (après dégagement)	Année de signature du contrat
T03.9	Appui à la restauration du système de santé de base dans les régions de Bangassou et Bossangoa	Cordaid	€3 185 203,17	2015
T03.10	Strengthening the health system in north-eastern Central African Republic	IMC	€2 987 454,12	2015
T03.11	Assistance médico-nutritionnelle auprès des populations résidentes et déplacées du 6 ^e arrondissement de Bangui et du district sanitaire de Bimbo	ALIMA	€2 160 830,68	2015
T03.12	Amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA	IRC	€1 336 091,00	2015
T03.13	Projet d'assistance médico-nutritionnelle pour les populations affectées par le conflit armé et ses conséquences, et de la relance du système de santé des districts de Lakouanga et Ouango-Bangui dans la région sanitaire n°7 de la RCA	Save The Children Denmark	€1 358 133,00	2015
T03.14	Appui au district des Castors dans le 3 ^e arrondissement de Bangui	CRf	€2 300 000,00	2015
T03.27	High level conference on the EU Trust Fund for CAR Bêkou Lot 2- Communication and training	Particip	€89 935,00	2015
T03.28	High level conference on the EU Trust Fund for CAR Bêkou - Lot 3 Conference	LDK	€60 874,70	2015
T03.30	Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain	AFD	€5 180 000,00 ¹⁶	2015

¹⁶ Montant initial : 4 400 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 780 000 EUR.

	RCA			
T03.32	Programme de réponse à court et à moyen terme à l'afflux de réfugiés de la RCA au Cameroun	GIZ	€4 214 006,64	2015
T03.33	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et au relèvement socio-économique des communautés paysannes de l'Ouham Pendé par le renforcement de leurs capacités de résilience	DRC	€1 656 233,55	2015
T03.34	Appui à la participation des OSC et populations locales et autochtones dans la gouvernance des ressources naturelles et le relèvement socio-économique du Sud-Ouest de la RCA	WWF	€374 794,00	2015
T03.35	Appui à la restauration du système de santé de base à Ndélé	PUI	€1 736 845,70	2015
T03.36	Assistance technique au Ministère de la Santé publique	AEDES	€378 476,10	2015
T03.38	Étude sur les options pour le renforcement du système national d'approvisionnement en médicaments essentiels génériques (MEG)	HERA	€51 540,71	2015
T03.43	Cohabitation, synergie et résilience agropastorale	DRC	€362 120,04	2015
T03.44	Purchase Order - 200 Pens + update of communication materials TF Bêkou	Particip	€1 600,00	2015
T03.46	Contribution à la paix sociale et à la sécurité alimentaire durable à travers la restauration du dialogue et la relance du secteur élevage en RCA	ACORD	€267 129,37	2015
T03.47	La résilience des populations en matière de sécurité alimentaire	FAO	€1 386 484,25	2015
T03.48	Renforcement de la résilience des éleveurs à travers la réorganisation des réseaux de transhumance	ACTED	€562 747,13	2015
T03.49	Transhumance	FAO	€593 823,43	2015
T03.57	Supply of services for the audit of the annual accounts	KPMG Réviseurs d'Entreprises	237 500,00	2016
T03.61	Programme de restauration des activités pastorales dans les deux communes d'élevages de Niem et de Gaudrot dans la préfecture de la Nana-Mambéré en RCA	CRS	€415 851,29	2016
T03.64	Projet pilote de redéploiement des services déconcentrés de renforcement de la cohésion sociale et de relèvement précoce en Centrafrique	Expertise France	€3 700 000,00	2016
T03.68	Frais de voyages journalistes Vox Media - Reportage investiture du Président à Bangui	AMEX	€2 594,13	2016
T03.70	Radio Ndeke Luka: favoriser la réconciliation et le dialogue en RCA à travers un média impartial, national et professionnel	Fondation Hironnelle	€1 975 752,86	2016
T03.72	Update communication materials - Brochures EN/FR	Particip	€2 500,00	2016
T03.74	Préparation et facilitation du débat Bêkou aux JED - 16 Juin 2016	ECDPM	€2 437,41	2016
T03.78	Contrat cadre PMO - Bon de commande - Frais de voyage 1 ministre RCA + 1 - EDD- 16 Juin 2016	AMEX	€7 272,16	2016
T03.80	Écosystème Faunistiques du Nord-est RCA/Tchad et du Sud-est de la RCA - Volet Nord	AGRECO	€3 588 675,16	2016
T03.84	Service de modération et facilitation de l'atelier Bangui "De la Résilience au Développement"	URD	€14 805,00	2016
T03.85	"Promouvoir la Réconciliation et le Dialogue en République centrafricaine (RCA)" - Étude	Vircoulon Risk Consulting	€19 500,00	2016
T03.86	Atelier Bêkou "De la Résilience au	Alliance Française	€9 416,70	2016

	Développement" – Mise à disposition des locaux, équipement, matériel et services d'accueil et traiteur	(Bangui)		
T03.88	Fini Bangondo Ti Mai (Nouvelle vision pour le développement)	DRC	€9 467 454,99	2016
T03.91	Projet d'assistance medico-nutritionnelle pour les populations vulnérables et de renforcement du système de santé des 1 ^{er} , 2 ^{ème} et 4 ^{ème} arrondissements de Bangui	PUI	€1 795 741,49	2016
T03.92	Strengthening the health system in northeaster central African republic	IMC	€4 201 889,91	2016
T03.93	Projet d'assistance médico-nutritionnelle auprès des populations résidentes et déplacées du 6 ^{ème} arrondissement de Bangui et du district sanitaire de Bimbo	ALIMA	€2 539 937,42	2016
T03.94	Soutien au district de Castors pour la consolidation durable du système sanitaire dans le 3 ^{ème} arrondissement de Bangui et sa périphérie	CRf	€2 273 691,00	2016
T03.95	Appui à la restauration du système de santé dans les régions de Bangassou et Bossangoa	Cordaid	€3 963 134,00	2017
T03.97	PRESU 2 – Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain – Phase 2	AFD	€11 660 000,00	2016
T03.99	Identification et formulation du programme d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base sous le financement du Fonds Fiduciaire Békou – Contrat cadre nr 2017/383298 BENEf 2013 LOT 2	PlanetEau	€29 468,28	2017
T03.100	Catering et fleurs conférence de Bruxelles pour la République Centrafricaine 17/11/2016	Conseil de l'Union européenne	€20 573,82	2017
T03.101	Projet d'appui à la relance des filières de l'élevage urbain et périurbain en République centrafricaine	COOPI	€3 350 000,00	2017
T03.102	Prévention et réponse aux violences basées sur le genre à travers l'autonomisation sociale, économique et la participation citoyenne des femmes et des filles	IRC	€2 478 830,64 ¹⁷	2017
T03.104	Appui à la restauration du système de santé de base en faveur des populations vulnérables de la préfecture sanitaire de la Bamingui Bangoran (RCA)	PUI	€3 400 000,00	2017
T03.105	Préparation et modération du débat Békou aux JED 2017	ECDPM	€2 437,41	2017
T03.106	Mission d'évaluation du secteur agro-pastoral en vue de la formulation de la fiche d'action Sécurité Alimentaire 2	Bernard Baugé	€11 880,00	2017
T03.107	Contrat cadre PMO - Bon de commande – Frais de voyages + hôtel 2 ministres RCA – JED 2017	AMEX	€7 861,18	2017
T03.109	Assistance Technique (AT1) SANTE II	AEDES	€870 100,00 ¹⁸	2017
T03.110	Projet de renforcement des capacités de la société civile centrafricaine	Institut Bioforce Développement	€2 500 000,00	2018
T03.111	Amélioration de la prise en charge sanitaire des populations vulnérables de la préfecture de la Mambere Kadei par le renforcement des capacités de la Croix-Rouge Centrafricaine	CRf	€2 721 441,00	2017
T03.112	Implementing sustainable conservation	APN	€1 490 877,00	2017

¹⁷ Montant initial : 1 386 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2018 ajoutant 600 000 EUR. Nouvel avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 492 830,64 EUR.

¹⁸ Montant initial : 463 800 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 406 300 EUR.

	management interventions in the Chinko Project Area in CAR			
T03.114	Journée Internationale de la femme rurale et de l'alimentation en RCA	Alliance Française (Bangui)	€19 924,00	2017
T03.115	Projet d'amélioration de la prise en charge de la santé maternelle et infantile dans le district sanitaire de Boda en RCA	ALIMA	€2 829 832,61	2017
T03.116	Projet de création documentaire autour de la thématique de la réconciliation	Alliance Française (Bangui)	€19 920,00	2017
T03.121	I koue boumbi ti ya bambari na ndouzou / Tous ensemble pour le relèvement de Bambari	MCE	€1 750 000,00	2018
T03.123	Ndjoni kiringo na kodoro / Bon retour à la maison. Soutenir et pérenniser les dynamiques de retour à Bangui à travers des mécanismes sociaux, économiques et de protection renforcée	ACTED	€3 491 250,07	2018
T03.125	Vérification FAO T03.47 et T03.49	Baker Tilly Réviseurs d'Entreprises	€15 756,00	2018
T03.127	Évaluation du programme d'appui sectoriel Santé au Plan de Transition en RCA - phase 1 et 2	ICE	€210 774,00	2018
T03.131	Audits financiers des subventions IMC T03.10, ALIMA T03.11 et ACORD T03.146	Moore Stephens / BDO	€35 045,12	2018
T03.135	Accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires en RCA	World Vision	€3 990 000,00	2018
T03.138	Programme de résilience rurale et création d'emploi - projet de soutien aux petits producteurs agricoles en République centrafricaine pour un meilleur accès au marché à travers la vente groupée	PAM	€2 000 000,00	2018
T03.140	Projet de désenclavement des régions de République centrafricaine - Phase initiale de diagnostic	Expertise France	€2 511 426,59 ¹⁹	2018
T03.141	Appui au complexe pédiatrique de Bangui	CUAMM	€7 220 000,00 ²⁰	2018
T03.143	Audit financier de la subvention T03.80 avec AGRECO	Moore Stephens	€8 275,00	2018
T03.144	Radio Ndeke Luka : la radio des centrafricains pour accompagner la réconciliation et la restauration de l'état de droit dans le pays	Fondation Hirondelle	€2 380 500,00	2018
T03.148	Programme de relance économique et d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains	AFD	€3 200 000,00	2018
T03.149	Projet de renforcement des capacités de l'ANEA pour un accès durable à l'eau et à l'assainissement en milieu rural	UNICEF	€8 800 000,00 ²¹	2018
T03.150	Santé II - Assistance Technique II	AEDES	€833 000,00 ²²	2018
T03.151	EDD 2018 - frais participation Ministre Pana	AMEX	€6 356,85	2018
T03.153	Etude sur la formation professionnelle - Résilience rurale	Agrarian Systems Consulting	€19 950,00	2018
T03.158	Etude sur les perspectives en RCA et la pertinence du Fonds Bêkou	Vircoulon Risk Consulting	€20 000,00	2018
T03.161	Appui au renforcement du système de	Cordaid	€8 546 739,04 ²³	2018

¹⁹ Montant initial : 2 428 970,15 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 82 456,44 EUR.

²⁰ Montant initial : 4 000 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 3 000 000 EUR. Nouvel avenant pour extension signé en 2020 pour 220 000 EUR.

²¹ Montant initial : 6 800 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2020 ajoutant 2 000 000 EUR.

²² Montant initial : 439 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 394 000 EUR.

²³ Montant initial : 5 908 704,78 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 2 558 034,23 EUR. Nouvel avenant pour extension signé en 2020 ajoutant 80 000,03 EUR.

	santé en République centrafricaine			
T03.162	Renforcement des capacités des acteurs locaux des districts sanitaires de Bimbo et Boda dans la prise en charge de la santé des populations vulnérables	ALIMA	€9 400 000,00 ²⁴	2018
T03.163	Renforcement du système de santé dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute Kotto	IMC	€9 024 111,14 ²⁵	2018
T03.164	Projet d'assistance médico-nutritionnelle pour les populations vulnérables et de renforcement du système de santé de la région n°7	PUI	€12 199 963,95 ²⁶	2018
T03.165	Provision d'une assistance médico-nutritionnelle d'urgence et renforcement du système de santé primaire et secondaire dans la préfecture de la Bamingui- Bangoran	PUI	€5 774 985,90 ²⁷	2018
T03.166	Kiri ngo kodro / Retour à la communauté	CRS	€3 747 480,16	2018
T03.167	TF Bêkou Communication and Visibility: event organisation and visibility items	Business & Strategies Europe	€26 648,04	2018
T03.170	Renforcer la résilience rurale et appuyer le relèvement des producteurs et des filières agropastorales porteuses dans le nord de la RCA	DRC	€5 000 000,00	2018
T03.171	Appui intégré au développement des filières agropastorales porteuses pour la croissance et l'emploi	WHH	€6 299 982,42	2018
T03.172	Résilience rurale -Assistance Technique	Sogerom	€1 480 050,00 ²⁸	2018
T03.173	Renforcement des capacités des équipes-cadres de région et de district sanitaire	AICS	€3 700 000,00	2018
T03.174	Résilience rurale - Renforcement des capacités centrales et des services décentralisés - Phase préliminaire	IRAM	€74 412,08	2018
T03.176	Communication et visibilité 2019 - 2020	Alliance Française (Bangui)	€70 000,00	2019
T03.177	Vérification financière de la subvention T03.70 avec Fondation Hirondelle	Deloitte Réviseurs d'Entreprises	€11 813,00	2019
T03.179	Vérification financière de la subvention T03.88 avec DRC	PKF Littlejohn	€11 605,00	2019
T03.183	Vérification financière de la convention T03.32 avec GIZ	Mazars	€14 322,50	2019
T03.185	Projet d'assistance médicale pour les populations vulnérables et de renforcement du système de santé de la région sanitaire n°2	CRf	€5 304 000,00 ²⁹	2019
T03.187	Vérification financière de la subvention T03.95 avec Cordaid	Deloitte Réviseurs d'Entreprises	€11 803,00	2019
T03.188	Résilience rurale - Renforcement des capacités centrales et des services décentralisés - Phase II	IRAM	€2 889 012,38	2019
T03.190	Relèvement du système de santé du district sanitaire du Haut-Mbomou dans la prise en charge des populations vulnérables	ALIMA	€3 000 000,00	2019
T03.193	Vérification financière de la subvention T03.94 avec CRf	PKF Littlejohn	€11 095,00	2019
T03.194	Programme de relèvement socio-économique dans la zone du sud-est « I	ACTED	€14 600 000,00	2019

²⁴ Montant initial : 5 800 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2020 ajoutant 3 600 000 EUR.

²⁵ Montant initial : 4 864 111,14 EUR. Avenant pour extension signé en 2020 ajoutant 4 160 000 EUR.

²⁶ Montant initial : 6 399 964,16 EUR. Avenant pour extension signé en 2020 ajoutant 5 799 999,79 EUR.

²⁷ Montant initial : 3 624 985,90 EUR. Avenant pour extension signé en 2020 ajoutant 2 150 000 EUR.

²⁸ Montant initial : 871 440 EUR. Avenant pour extension signé en 2020 ajoutant 608 610 EUR.

²⁹ Montant initial : 3 514 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2020 ajoutant 1 790 000 EUR.

	La Tene Ti To Na Mbongo = Tous ensemble pour le sud-est »			
T03.195	Projet de désenclavement des régions en RCA (phase 1)	Expertise France	€4 288 573,41	2019
T03.197	Évaluation finale programmes Genre I et II	Ecorys	€112 529	2020
T03.202	Projet d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu rural	ITC	€11 800 000	2020
T03.203	Étude et atelier de capitalisation	URD	€49 867	2020
T03.204	AVP 2020 - Vérification des dépenses des subventions PUI	Mazars	€17 070	2020
T03.205	Production de masques Bêkou COVID-19	Alliance Française (Bangui)	€94 881	2020
T03.206	Radio Ndeke Luka : la radio des centrafricains pour accompagner le processus de paix et la réconciliation en RCA 2020-2023	Fondation Hirondelle	€2 500 000	2020
T03.207	Programme d'appui au développement rural Ouvrir des perspectives d'avenir Mungo Légué ti Kékéréké	ENABEL	€17 950 000	2020

4. MANAGEMENT ET CONTROLE INTERNE

4.1 Résultats des contrôles

4.1.1 Efficacité des contrôles concernant la légalité et la régularité

4.1.1.1. Résultats des contrôles ex-ante

Des contrôles ex-ante sont effectués de manière systématique par les 4 intervenants du circuit financier Bêkou, et ce pour toutes les transactions du Fonds. En 2020, 27 "factures" (factures commerciales ou demandes de remboursement) présentaient des dépenses à valider, les autres paiements étant liés à des préfinancements. Le tableau ci-dessous montre le résultat des contrôles et les dépenses inéligibles détectées avant paiement.

Montant (EUR)						
Nombre de factures	Montant brut	Montant inéligible	Note de crédit	Total inéligible	% inéligible	
Subventions en gestion directe	10	15.095.698,51	20.167,39	0,00	20.167,39	0,13%
Marchés en gestion directe	11	931.691,02	0,00	0,00	0,00	0,00%
Gestion indirecte avec les organisations internationales	1	3.501.900,97	0,00	0,00	0,00	0,00%
Gestion indirecte avec les agences de développement	4	4.148.576,25	91,47	0,00	91,47	0,00%
Dépenses administratives	1	4.310.522,37	0,00	0,00	0,00	0,00%
Total	27	27.988.389,12	20.258,86	0,00	20.258,86	0,07%

3.1.1.2. Résultats des audits externes

Les audits externes incluent les contrats d'audit financier/de système ou de vérification de dépenses contractualisés par le Fonds Bêkou. Le tableau en annexe montre la situation pour les plans annuels d'audit et de vérification (PAV) établis pour les années 2017, 2018 et 2019.

Le quatrième plan annuel d’audit et de vérification a été établi en 2020 comme suit:

Réf N°	Titre	Bénéficiaire	Type d’engagement
T03.102	Prévention et réponse aux violences basées sur le genre à travers l'autonomisation sociale, économique et la participation citoyenne des femmes et des filles	IRC	Vérification
T03.91	Projet d'assistance médico-nutritionnelle pour les populations vulnérables et de renforcement du système de santé des 1er, 2ème et 4ème arrondissements de Bangui.	PUI	Vérification
T03.104	Appui à la restauration du système de santé de base en faveur des populations vulnérables de la préfecture sanitaire de la Bamingui Bangoran	PUI	Vérification

En 2020, un seul contrat spécifique (T03.204) a été signé via le contrat-cadre audit avec le cabinet d’audit Mazars pour faire une vérification des 2 subventions octroyées à PUI. Le contrat qui a été signé en tout début d’année prévoyait la mission de vérification au siège de l’ONG mais cela n’a pas été possible à cause de la pandémie du COVID-19. Un avenant au contrat sera signé début 2021 pour permettre une revue documentaire à la place d’une mission sur le terrain.

4.1.2 Prévention et détection des fraudes³⁰

Pas de résultats à rapporter sous cette rubrique pour 2020.

4.2 Observations et recommandations faites par le Service d'audit interne/la Cour des comptes

La Cour des comptes européenne a mené une mission d'audit de performance en 2016/2017 sur la conception et la mise en œuvre du Fonds Bêkou. Cette mission a donné lieu à un rapport spécial ("Le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE pour la République centrafricaine: un début chargé d'espoir malgré quelques insuffisances" - <http://publications.europa.eu/webpub/eca/special-reports/Bekou-11-2017/fr/>) sur la base duquel un plan d'action a été établi par DEVCO et le Fonds Bêkou afin d'apporter une réponse aux recommandations effectuées par la Cour.

Les observations de la Cour sont les suivantes:

- Bien que reposant sur une analyse limitée, tant la décision de mettre en place le Fonds Bêkou que la conception retenue pour celui-ci étaient adaptées aux circonstances.
- La gestion du Fonds Bêkou peut être améliorée.

³⁰ EU Trust Funds are included in the anti-fraud strategy of the DG of the Authorising Officer in charge.

- Malgré des circonstances difficiles, le Fonds Bêkou a donné à ce jour des résultats globalement positifs.

Les recommandations de la Cour sont les suivantes:

- Elaborer de nouvelles orientations sur le choix des instruments de financement et sur les analyses des besoins visant à définir les champs d'intervention des fonds fiduciaires;
- Améliorer la coordination au niveau des donateurs, les procédures de sélection et la mesure de la performance et optimiser les coûts administratifs.

Lors du dernier trimestre 2020, la Cour a initié un exercice de suivi pour vérifier l'existence et l'introduction de mesures correctrices en réponse à ses recommandations. L'évaluation provisoire basée sur les résultats préliminaires est la suivante :

Rec. n°	Recommendation subject	Preliminary assessment	Timeliness of the implementation
Recommendation 1 – Develop further guidance for the choice of aid vehicle, and for needs analyses to define the intervention scopes of Trust Funds			
1.a	<i>Comparing the advantages of Trust Funds to other aid vehicles.</i>	Fully implemented	Timely follow-up action
1.b	<i>Demonstrating the added-value of a Trust Fund.</i>	Implemented in some respects	Delayed follow-up action
Recommendation 2 – Improve donor coordination, selection procedures and performance measurement, and optimise administrative costs			
2.a	<i>Improving donor coordination.</i>	Fully implemented	Timely follow-up action
2.b	<i>Improving the selection of implementing organisations.</i>	Fully implemented	Timely follow-up action
2.c	<i>Optimizing administrative costs of Bêkou Trust Fund.</i>	Implemented in most respects	Timely follow-up action
2.d	<i>Setting SMART objectives and introducing lessons learnt.</i>	Implemented in most respects	Delayed follow-up action

Les discussions continuent entre le Fonds Bêkou et la Cour et l'évaluation finale de la Cour sera disponible en 2021.

4.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Le Fonds Bêkou opère dans le système général de contrôle interne défini par la Commission européenne.

Dans ce cadre, le gestionnaire a effectué l'évaluation des systèmes de contrôle

en place au moyen du questionnaire ad hoc sur les 16 standards de contrôle interne.

Cette évaluation se fonde sur le rapport du Service d'audit interne, sa propre évaluation des systèmes de contrôle et des risques, le type d'exceptions/dérogations enregistrées, le nombre et la fréquence des irrégularités détectées (faible) et d'autres informations (fonctionnement des circuits financiers, rapports de vérification des dépenses, missions de l'équipe, missions ROM, etc.).

D'une manière générale, aucune faiblesse significative n'a été détectée.



5. Annexe

- Tableau de suivi des PAV 2017 - 2019